

## **RAPPORT DU CONSEIL COMMUNAL DU 13 DECEMBRE 2024**

***Le conseil communal a discuté le budget rectifié 2024 et le budget initial 2025 présentés par le bourgmestre lors de la séance du 2 décembre 2024. Les deux documents ont été approuvés à la majorité des voix.***

### **Office social commun**

Le conseil communal a approuvé le budget rectifié 2024 et le budget initial 2025 de l'Office social commun. Le bourgmestre M. Laurent Zeimet (CSV) a informé les conseillers que les travaux de la nouvelle annexe des bureaux de l'OSC sont désormais terminés et que les bureaux seront inaugurés en juin 2025.

### **Discussion du budget rectifié 2024 et du budget initial 2025**

Le bourgmestre a suggéré que le budget pourrait également être discuté en détail dans les commissions respectives dans les années à venir, si les conseillers le désiraient. Le bourgmestre a ensuite invité les membres du conseil à prendre position par rapport au budget présenté lors de la séance du 2 décembre.

### ***M. Guy Frantzen (LSAP)***

M. Guy Frantzen (LSAP) remercie les services ayant veillé en 2024 au bon déroulement du chantier Pont Hammerel et du déménagement du service des régies dans les nouveaux ateliers. Il déplore que le budget ne prévoie pas de financements pour les projets de mobilité douce issus des conclusions tirées de l'étude réalisée en 2024, qui n'ont d'ailleurs pas encore été présentés au conseil communal. Il souhaite que les enseignements tirés de la fermeture du pont Emile Hammerel soient intégrés dans le concept de mobilité dans le cadre du réaménagement du centre de Bettembourg. Par ailleurs, il plaide pour des pistes cyclables reliant les cinq localités de la commune et que leur raccordement systématique au réseau national. Le conseiller se félicite de l'introduction prochaine du parking résidentiel qui constituera un soulagement pour les quartiers résidentiels, mais met en garde que le parking résidentiel devra être contrôlé rigoureusement. Sur le plan social, M. Frantzen regrette qu'il n'y a pas eu de véritable avancée dans le projet des maisons des douaniers sur la route de Mondorf sur fond de crise nationale du logement, et appelle la commune à chercher des solutions pour réduire le nombre de maisons privées vacantes. Il félicite toutefois la commune pour le projet de transformation de l'hôtel Bernini en centre d'accueil pour réfugiés mineurs, assurant le soutien de son parti. Concernant



les inondations, il demande pourquoi seulement une partie des fonds inscrits au budget 2024 ont été utilisés pour les études d'experts et souhaite des précisions sur les mesures prévues. Le conseiller interroge sur l'état d'avancement des projets de renaturation du « Diddelenger Baach » et de l'Alzette, qui pourraient réduire les risques de crues. Il s'inquiète de la progression trop lente de la digitalisation et appelle le collègue échevinal à exercer davantage de pression sur le Syndicat intercommunal de gestion informatique (SIGI). Enfin, M. Frantzen alerte sur la situation financière de la commune, signalant l'épuisement du budget ordinaire, la hausse continue des frais de personnel et le triplement des charges d'intérêts. Il se montre inquiet des coûts ultérieurs d'entretien liés aux nouveaux bâtiments et de la viabilité des grands projets d'investissement. Pour conclure, il demande des précisions sur l'avenir des bâtiments de l'ancien camping et du Service des Parcs.

### **M. Alain Gillet (CSV)**

Selon M. Alain Gillet (CSV), le budget 2025 s'inscrit dans la continuité des exercices précédents et reflète les priorités de la déclaration échevinale tout en investissant dans l'avenir dynamique de la commune. Il met en avant la certification « Or » du Pacte Climat, soulignant que les subventions étatiques obtenues permettront à la commune de progresser vers la neutralité climatique. Le conseiller se réjouit également des résultats encourageants de la « Grouss Botz », avec une réduction des déchets collectés, dont la moitié a été recyclée. Concernant le Pacte Nature, il insiste sur l'importance des subventions qui financent des initiatives telles que le projet « Tiny Forest » et des activités menées en collaboration avec le Syndicat intercommunal pour la conservation de la nature (Sicona). En matière de gestion de l'eau, M. Gillet salue l'atteinte de l'objectif de moins de 100 litres d'eau consommés par habitant et par jour, malgré une population croissante. Il souligne l'efficacité des travaux constants d'entretien des canalisations et des investissements dans la gestion des eaux usées, visant à améliorer la récupération des eaux de pluie et à prévenir les inondations. Dans le domaine de l'éducation et de l'accueil, il se félicite de l'avancement des travaux du campus scolaire « Ëm de Bëchel », de la rénovation prochaine de la « Schoul am Duerf » et de l'achèvement de l'annexe de l'école de Noertzange. M. Gillet approuve la mise à disposition, pour la Maison des Jeunes et de la Culture, de la grande salle du rez-de-chaussée, permettant un accueil adapté à chaque tranche d'âge. Il salue la création d'un forum pour enfants et jeunes, favorisant leur participation active dans l'aménagement de la cour de récréation de la « Schoul am Duerf » et le réaménagement de la place de l'Église. Sur le plan culturel, il met en lumière la multiplication des activités depuis la mise en service du « KulTourhaus », la signature d'une nouvelle convention avec le cinéma local, le projet de relocalisation de la librairie sociale « de BicherKueb » ainsi que le maintien élevé des primes aux élèves et étudiants. Il souligne également le soutien financier et logistique continu aux associations locales. En ce qui concerne le volet social, M. Gillet approuve le projet de transformation des anciens bâtiments du service des régies en locaux pour le « Cent Buttek » et le CIGL. Selon le conseiller, l'ensemble de ces projets contribuera au développement harmonieux de la commune. Il justifie l'emprunt prévu de 7,5 millions d'euros pour 2025, bien inférieur aux prévisions initiales du Plan Pluriannuel de Financement, avec un taux de réalisation de 90 %.



### **M. Patrick Kohn (ADR)**

M. Patrick Kohn (ADR) approuve les investissements continus dans les grands projets de construction tels que le campus scolaire « Ëm de Bëchel », la rénovation de la « Schoul am Duerf », le réaménagement du centre de Bettembourg, les investissements dans les aires de jeux, la sécurisation des passages piétons, les travaux d'entretien des canalisations, le réaménagement des entrées en localité route de Luxembourg et à Huncherange, le passage au LED pour l'éclairage public, l'introduction du parking résidentiel généralisé. Le conseiller salue également le soutien financier apporté par la commune à l'OSC, au « Cent Buttek », au « BicherKueb », au cinéma local, au CIGL et à la MJC, à la piscine intercommunale, au « Club Aktiv+ deForum », aux Pactes Climat, Nature et du vivre-ensemble interculturel ainsi qu'aux subsides aux associations et aux ONG. Il souligne particulièrement la déclaration du bourgmestre d'essayer de faire revivre la kermesse de Bettembourg. En revanche, il critique que le budget 2025 ne prévoit pas de fonds pour le réaménagement du cimetière de Huncherange qui se trouve, selon lui, dans un très mauvais état. Le conseiller exprime sa préoccupation quant à une nouvelle augmentation des taxes sur l'eau et les déchets en 2025 afin de réduire la charge de la dette communale, étant donné que cela serait à la charge des habitants et que le taux de couverture des déchets atteindra 119% en 2025 et celui de l'eau 111%. Pour clôturer son intervention, M. Kohn constate que bien que les crédits très élevés restent inférieurs au seuil d'alerte de 20 % fixé par le ministère de l'Intérieur, l'endettement par habitant s'élèvera en 2025 à 11 212 euros en 2025.

### **Mme Sylvie Jansa (LSAP)**

Mme Sylvie Jansa (LSAP) exprime sa satisfaction quant à l'avancement des travaux pour l'élaboration de la charte « Design for all » en collaboration avec la commission des seniors. Selon elle, il était temps de s'y atteler car, conformément à la nouvelle législation, l'accessibilité à tous des lieux ouverts au public, des voies publiques et des bâtiments d'habitation collectifs doit être garantie avant le 1er janvier 2032. Elle rappelle que les communes peuvent solliciter une subvention de l'Etat pour effectuer des aménagements. La conseillère suggère que les premiers aménagements devraient être faits à la porte d'entrée du « KulTourhaus » ainsi qu'au trottoir devant la pharmacie de Bettembourg. Selon Mme Jansa, les investissements dans la jeunesse sont une obligation pour une commune planifiant son avenir. Elle regrette que les enfants de Noertzange n'aient plus droit à la construction d'un nouveau campus scolaire. Si elle salue l'initiative du « Pass Interrail », elle souligne que les jeunes issus de milieux défavorisés ne disposent parfois pas d'argent de poche suffisant pour passer des vacances à l'étranger. Elle se réjouit par ailleurs de la collaboration prévue avec la « UP Foundation », tout en rappelant que le « Kanner- a Jugendtelefon » propose également des ateliers pour sensibiliser les enfants à la violence domestique dès le troisième cycle scolaire. En matière de sécurité, elle critique la mesure d'extinction de l'éclairage public la nuit, jugeant qu'il existe d'autres façons d'exprimer la solidarité avec l'Ukraine. Elle estime également que les fonds prévus pour sécuriser les passages piétons de la commune sont insuffisants et propose d'envisager une sécurisation complète en une seule phase. Concernant la route de Luxembourg, elle regrette l'absence d'améliorations. Dans l'attente, elle propose l'installation de feux de signalisation mobiles pour y renforcer la sécurité. Mme Jansa espère également que la sortie du quartier résidentiel des rues Michel Rodange et Nicolas Rosenfeld soit incluse dans le projet de réaménagement, la situation actuelle rendant difficile, voire dangereuse la sortie des résidents aux heures de pointe. Enfin la



conseillère salue les aménagements prévus au centre sportif et suggère d'engager des travaux de rénovation énergétique, notamment par le remplacement des fenêtres.

### **M. Nicolas Hirsch (DÉI GRÉNG)**

M. Nicolas Hirsch (DÉI GRÉNG) salue la clairvoyance dans l'élaboration du budget 2025 qui pose, selon lui, des jalons importants pour l'avenir de la commune et de ses citoyens en favorisant des investissements durables bénéfiques aux générations futures : protection de la nature et du climat, renforcement du lien social et de la cohésion et amélioration des infrastructures nécessaires. Le conseiller estime que l'endettement ne constitue pas nécessairement une charge regrettable du fait que la dette est destinée à financer des projets essentiels et inévitables d'infrastructure et de modernisation. Quant aux prévisions présentées par un consultant externe, il se montre plus optimiste face à l'évolution des finances communales, à condition que la situation géopolitique s'apaise. Il juge positive l'intention du collègue échevinal d'examiner le budget ordinaire à la recherche de potentiels d'économies. M. Hirsch voit notamment de grandes opportunités dans le domaine de l'énergie avec le passage à l'éclairage LED et l'installation de panneaux photovoltaïques. La participation au Pacte Climat porterait selon lui également ses fruits et une re-certification « Or » représenterait une source de revenus supplémentaires pour la commune. Il en va de même pour la certification « Or » du Pacte Nature, pour lequel les subventions de l'État sont certes moins importantes, mais qui ne freine pas l'élan de la commune. En matière de mobilité, le conseiller relève les effets positifs de la fermeture du Pont Emile Hammerel, qui a favorisé selon lui de nouvelles habitudes de déplacement. Il espère que la commune continuera à travailler sur une infrastructure sûre et cohérente en faveur de la mobilité douce. M. Hirsch se réjouit des nouvelles rues cyclables et du raccordement du réseau communal des pistes cyclables au réseau national, mais demande un marquage additionnel sur le sol des rues cyclables. Parallèlement, le conseiller critique le fait que le centre de Bettembourg reste dominé par le trafic automobile. Il souhaiterait un changement en faveur d'une meilleure qualité de vie et regrette qu'au lieu d'un espace partagé, seule une zone à 30 km/h serait autorisée par les P&CH sur la route d'Esch. Il voit en revanche des progrès dans l'introduction du stationnement résidentiel et l'extension du système Vel'OK. Sur le thème de l'éducation et de l'enfance, M. Hirsch salue la rénovation de la « Schoul am Duerf », mais déplore que le campus scolaire à Noertzange ne puisse pas être construit pour des raisons financières, tout en faisant preuve de compréhension et d'espoir que les subventions étatiques pour la construction de bâtiments scolaires soient augmentées à l'avenir. Il salue la création du forum pour enfants et jeunes, qui leur permettra de participer activement à des projets qui les concernent directement. Selon le conseiller, ce projet est particulièrement important en ces temps de scepticisme croissant à l'égard de la démocratie. Enfin, M. Hirsch voit dans la mise en place du Parcours de la Mémoire un signe important qui, à l'heure actuelle, contribue largement à entretenir la mémoire des chapitres sombres de notre histoire, afin de s'assurer qu'ils ne se reproduisent jamais.

### **M. Patrick Hutmacher (LSAP)**

Pour Patrick Hutmacher (LSAP), le nombre d'enfants dans la commune semble stagner depuis plusieurs années, une situation qui, selon lui, contredit les prévisions initiales du plan directeur scolaire. Il attribue cette tendance à la multiplication des écoles internationales. À son avis, la maison d'éducation « Ëm de Bëchel », construite sous forme de structure modulaire, aurait



constitué une solution plus pertinente. Ce format aurait permis d'accueillir 250 élèves au lieu des 500 initialement prévus, tout en libérant des ressources financières pour d'autres projets. Le conseiller se dit satisfait de la rénovation prochaine de la « Schoul am Duerf » et espère que le budget prévu de 30 millions d'euros sera suffisant pour mener les travaux à terme. Toutefois, il se déclare préoccupé par l'augmentation significative du coût de construction de l'école « Ëm de Bëchel » et demande des explications sur cette hausse. Il s'interroge sur la manière dont le budget initialement estimé à 42 millions ou 47 millions d'euros dans le plan directeur a pu grimper à 72 millions. En ce qui concerne le campus scolaire de Noertzange, il rappelle que ce projet avait été présenté au conseil communal juste avant les élections et que quelques mois plus tard, le conseil a approuvé la construction d'une annexe à l'école existante. Mais en octobre, le projet a finalement été jugé irréalisable sur le plan financier. Pour M. Hutmacher, cela s'apparente à une promesse électorale sans fondement. Il exige également des éclaircissements sur le coût estimé du campus scolaire de Noertzange, initialement fixé à 30 000 000 euros dans le plan directeur, mais désormais porté à 90 millions d'euros. M. Hutmacher questionne le fait que le campus « Ëm de Bëchel », prévu pour 500 élèves, soit estimé à 72 millions d'euros, alors que celui de Noertzange, conçu pour 350 élèves, atteindrait 90 millions. Enfin, il déplore que les 900 000 euros investis dans la planification du campus de Noertzange aient été inutiles et demande si les 100 000 euros de subventions étatiques déjà obtenues devront être restitués.

### ***M. Marco Estanqueiro (LSAP)***

Selon M. Marco Estanqueiro (LSAP), le budget 2025 reflète une situation préoccupante, marquée par un niveau d'endettement historique et une marge de manœuvre financière très réduite. Cette situation exige, selon lui, une prudence accrue, mais sans tomber dans l'immobilisme. Il plaide pour la définition de priorités claires afin de maximiser l'impact des ressources financières disponibles. Il regrette le manque de vision du budget, notamment l'absence de projets concrets, accessibles et orientés vers les besoins des citoyens pour améliorer leur qualité de vie et anticiper les défis futurs. Il propose une planification budgétaire future plus inclusive, reposant sur une participation citoyenne structurée et une collaboration constructive avec l'opposition pour définir des priorités communes. Le conseiller salue certains aspects positifs du budget, comme les investissements en faveur de la protection du climat, de l'environnement et de la nature. Il demande toutefois des précisions sur la gestion des installations photovoltaïques envisagées et sur les projets d'autoconsommation prévus dans certains quartiers. Par ailleurs, il insiste sur l'importance d'accélérer certains dossiers liés au logement, notamment les PAP pour le centre de Bettembourg et le quartier « Op Fankenacker », ainsi que les projets de logements abordables développés en collaboration avec l'OSC et le Fonds du Logement. Pour lui, le logement abordable doit être une priorité absolue, car il constitue un droit fondamental. Il interroge également sur l'état d'avancement de la refonte du PAG et sur le règlement relatif aux « Tiny houses ». Enfin, le conseiller déplore l'absence dans le budget de mesures concrètes pour promouvoir la mobilité douce, telles que la création de pistes cyclables supplémentaires ou des initiatives comme le pédibus.

### ***M. Guy Bley (CSV)***

M. Guy Bley (CSV) se réjouit de vivre dans une commune où la cohabitation entre Luxembourgeois et non-Luxembourgeois se déroule harmonieusement. Il exprime son soutien au



projet de l'hôtel Bernini, qui prévoit la création d'une structure d'accueil pour les réfugiés mineurs non accompagnés. Selon lui, cette initiative témoigne de l'importance que la commune accorde aux enjeux sociaux. Dans ce même domaine, le conseiller souligne les nombreuses initiatives prises en faveur des jeunes, telles que le « LateNightBus », le forum pour enfants et jeunes, le soutien à la MJC et leurs nombreux projets à vocation sociale, le projet « Youth&Work », ainsi que l'aide apportée aux clubs locaux. Il remercie les bénévoles des associations locales, et estime que leur engagement est essentiel à maintenir un bon climat social dans la commune. Par ailleurs, le conseiller salue le travail de l'OSC, estimant que son nouveau bâtiment offre aux assistants sociaux des conditions optimales pour exercer leur métier dans de bonnes conditions. Il met également en avant le soutien financier de la commune à l'OSC et au « Cent Buttek ». M. Bley relève par ailleurs que le plan financier met l'accent sur plusieurs aspects cruciaux de la sécurité. Il évoque notamment les projets destinés à améliorer la sécurité des usagers de la route, comme le réaménagement et la sécurisation des routes, l'installation de zones limitées à 30 km/h, ainsi que les projets de réaménagement de la route de Luxembourg et de l'entrée en localité à Huncherange. L'engagement de nouveaux agents municipaux, la sécurisation des passages piétons et l'adaptation de l'éclairage public en LED sont également des mesures notables selon le conseiller. M. Bley approuve la mise en place du Parcours de la Mémoire qui participe également à la sécurité à long terme de la commune, en préservant la mémoire des événements tragiques de la Seconde Guerre mondiale. D'autres mesures, telles que le réaménagement de parkings, l'installation de nouveaux escaliers de secours dans le centre sportif, la mise en place de défibrillateurs et de cartes d'accès pour les services de secours viennent compléter ces efforts en matière de sécurité. Le conseiller évoque par ailleurs les mesures de protection contre les inondations et le soutien apporté au CGDIS. Il exprime sa reconnaissance envers les équipes du centre d'incendie et de secours Bettembourg pour leur excellent travail, estimant que la commune les soutient de manière adéquate. Enfin, M. Bley souligne l'importance de la cybersécurité et salue les investissements prévus dans ce domaine.

### ***Mme Linda Kunsch (LSAP)***

Mme Linda Kunsch (LSAP) souligne l'importance d'investir dans la sécurité des trajets scolaires. Elle salue les 119 000 euros alloués en 2024 pour la sécurisation de passages piétons, mais déplore que ces mesures soient souvent mises en œuvre uniquement après des plaintes de parents d'élèves. Elle regrette la réduction du budget à 40 000 euros en 2025, limitant ainsi la réalisation d'autres aménagements, tels que l'éclairage renforcé, notamment au niveau des passages piétons, les panneaux clignotants pour signaler le passage d'enfants ou la sécurisation des passages discutés en Commission de mobilité. Mme Kunsch note également l'absence de financement pour le projet de pédibus du quartier « Ëm de Bëchel » en direction de l'école « Reebou », malgré les demandes récurrentes des parents. Mme Kunsch salue l'installation prochaine d'une barrière dans le quartier résidentiel autour de l'école « Reebou » pour calmer la circulation aux heures de pointe du matin, mais insiste sur la nécessité de développer un concept global pour sécuriser durablement les trajets scolaires. Elle demande que l'éclairage public reste allumé la nuit pour renforcer la sécurité. Concernant le concept communal de sécurité, elle s'interroge sur l'avancement des travaux visant à inclure des mesures comme la surveillance vidéo ou la surveillance de certains hotspots par une entreprise de sécurité privée, en collaboration avec la police locale, comme mentionné dans la déclaration du collège échevinal. Elle pose également la question s'il ne serait pas plus pertinent d'établir une police communale plutôt que de faire appel à une entreprise de sécurité privée. Si elle se réjouit de l'adoption d'un



nouveau règlement de police en 2025 et de la généralisation du parking résidentiel, elle questionne néanmoins la nécessité d'embaucher deux agents municipaux supplémentaires. Mme Kunsch salue les investissements dans la sécurité incendie et autres dispositifs de sécurité dans les écoles, mais demande si le collège échevinal prévoit d'établir un concept global de sécurité incluant des mesures préventives spécifiques pour les écoles et les structures SEA. Elle s'interroge également sur la mise en place de procédures de sécurité à la suite de deux incidents survenus récemment dans ces établissements. En matière de gaspillage alimentaire, elle s'inquiète des aliments non consommés dans les cantines SEA et réclame l'engagement d'un certain fournisseur pour les cantines qui est déjà engagé dans la lutte contre le gaspillage alimentaire ou la mise en place par la commune d'un concept antigaspi, qui pourrait certainement permettre de réduire significativement les coûts à investir dans la restauration. Elle trouve inadéquat que les élèves du cycle 4.2 doivent aller déjeuner à la cantine du hall sportif et passent ainsi une grande partie de leur pause déjeuner en bus, faute de place dans le nouveau SEA. Mme Kunsch attire l'attention sur les taxes de gestion des déchets, qu'elle considère excessives : un excédent de plus de 19 % est prévu en 2025, ce qui, selon elle, va à l'encontre du principe de couverture des seuls coûts réels. Elle propose donc, au nom de son parti et par le biais d'une motion, un ajustement des taxes en fonction des dépenses réelles, afin de réduire la pression financière sur les ménages, notamment en période d'inflation. Enfin, elle salue les engagements pris en faveur de la protection de la nature et félicite l'atteinte du Pacte Nature Catégorie 3 (certification or). Elle salue également les investissements substantiels dans la construction et la rénovation d'écoles, mais déplore l'abandon du projet de campus scolaire à Noertzange. Elle souligne que des sommes importantes ont été consacrées à la planification sans qu'aucune construction n'ait vu le jour, ce qui représente une perte financière regrettable selon elle. Elle regrette que la solution proposée par son parti, consistant à construire l'école « Ëm de Bëchel » de façon modulaire, n'ait pas été retenue. Elle estime que cette solution aurait permis de trouver également une solution pour les enfants de Noertzange.

### **M. Roby Biver (LSAP)**

M. Roby Biver (LSAP) exprime ses préoccupations quant à l'avenir financier de la commune. Selon lui, la situation est particulièrement inquiétante selon les conclusions du consultant financier externe de la commune. Il estime que le collège échevinal a complètement épuisé sa marge de manœuvre financière pour les mandats à venir. Le conseiller espère néanmoins que le contexte géopolitique et économique s'améliorera pour atténuer l'impact de la dette. M. Biver souligne que le budget ordinaire est sous pression. Selon le conseiller, bien que la commune bénéficie encore de recettes importantes grâce aux apports étatiques, les dépenses ordinaires augmentent, ce qui érode le bonus ordinaire. Parmi les principaux postes budgétaires, les frais de personnel et les remboursements d'emprunts sont incompressibles. Du côté des recettes, M. Biver estime qu'il n'y a guère de marges de manœuvre. Les taxes sur l'eau usée fluctuent trop pour être adaptées annuellement, et une augmentation importante de l'impôt foncier ou des autres taxes communales ne serait ni pertinente ni efficace pour générer des revenus substantiels. Il note l'augmentation continue des dépenses ordinaires et cite comme exemple l'accroissement de la contribution communale à l'école de musique régionale, qui, selon lui, ne profite pas suffisamment aux associations de musique locales. Même si l'amortissement de la piscine intercommunale a également une incidence sur les dépenses ordinaires, le conseiller est favorable à cette pratique. Les coûts liés à la construction de nouveaux bâtiments communaux, tels que les dépenses en personnel, entretien et énergie, représentent également un défi à ses



yeux. M. Biwer salue néanmoins la stabilité des frais de carburant, qu'il attribue à l'électrification progressive du parc de véhicules communaux. Cependant, il pointe la hausse significative des coûts d'électricité et de chauffage au cours des cinq dernières années, y voyant un potentiel important d'économies. En revanche, il se félicite de la réduction de la consommation d'eau. Selon M. Biwer, les grands projets d'infrastructure ont systématiquement dépassé leurs devis initiaux, mettant la commune dans une situation financière critique. Avec ces projets, Bettembourg serait devenue la commune la plus endettée du pays. Il illustre cette évolution par des chiffres : en 2011, la commune remboursait des annuités de 510 000 euros, montant qui a grimpé à 9 500 000 euros aujourd'hui. Il souligne toutefois avec satisfaction une légère baisse positive des investissements dans les syndicats. Sur le plan environnemental, M. Biwer reconnaît les efforts réalisés grâce aux initiatives étatiques, comme le Pacte Climat et le Pacte Nature, ainsi qu'à l'engagement des collaborateurs communaux. Il met en avant les importantes économies de CO2 générées par les installations photovoltaïques sur les bâtiments communaux. Cependant, il regrette l'absence de mesures d'isolation énergétique pour des bâtiments tels que la MJC, le Centre Louis Ganser et le centre sportif. Il souhaiterait également un engagement plus poussé contre la pollution lumineuse. S'il loue les réalisations relevant du Pacte Nature, il critique que dans la loi y relative, certaines mesures ne sont pas cohérentes du fait que leur mise en œuvre ne nécessite pas beaucoup d'efforts et que les points en découlant sont attribués gratuitement tandis que d'autres points ne sont pas réalisables. Finalement, le conseiller déplore un budget 2025 qu'il juge peu ambitieux. Il critique le collège échevinal pour avoir élaboré de nombreux plans directeurs coûteux, suscitant des attentes importantes parmi la population, mais qui n'ont pas été concrétisés en raison des contraintes financières. Il demande l'avancement des projets de renaturation du « Diddelenger Baach » et de l'Alzette, et des solutions pour minimiser la circulation dense dans le centre de Bettembourg.

### **M. Jeff Gross (CSV)**

M. Jeff Gross (CSV) félicite le collège échevinal pour avoir réalisé 95 % du budget extraordinaire 2024. Il souligne que le nouveau Pont Emile Hammerel, conçu dans le style « Bowstring », met en valeur la commune et se réjouit de son ouverture prévue en avril. Il apprécie que la dernière phase des travaux, incluant le réaménagement du carrefour de la rue de la Gare, puisse se dérouler sans la fermeture complète de cette rue à la circulation. Il note avec satisfaction que les recommandations de la Commission de la mobilité concernant les passages piétons, dans le cadre du projet de réaménagement de l'entrée en localité Route de Luxembourg, sont mises en œuvre et recommande d'assurer une sécurisation des deux autres passages piétons. Concernant le réaménagement du centre de Bettembourg, M. Gross se félicite du début imminent du projet qui inclut la rénovation des réseaux souterrains, l'instauration d'une zone à 30 km/h sur la route d'Esch, le réaménagement de la place de l'Église et la modernisation de la « Schoul am Duerf ». Il salue que les enfants de la « Schoul am Duerf » puissent rejoindre la nouvelle école « Ëm de Bëchel ». Il exprime des réserves sur l'option de constructions modulaires, suggérée par le parti socialiste, jugeant cette solution peu avantageuse, tant sur le plan des économies que pour l'environnement des enfants, qui resteraient exposés à un chantier permanent. Le conseiller approuve l'introduction généralisée du stationnement résidentiel et attend de voir si les citoyens soutiendront cette initiative. Il approuve le projet destiné à sécuriser l'entrée en localité à Huncherange, ainsi que de la rénovation de la rue de l'Église. Il salue les investissements en faveur du remplacement de l'éclairage public par des LED, permettant une réduction de l'intensité nocturne et mettant fin aux débats sur l'extinction totale de l'éclairage public la nuit. Concernant





l'école de musique régionale, M. Gross note son offre de cours en constante expansion, mais déplore qu'il n'y a pas de retombée pour les associations de musique locales. Selon lui, les concerts organisés par l'école, notamment à Bettembourg, satisfont de nombreux enfants et parents, réduisant leur intérêt à s'engager dans des associations locales. Enfin, M. Gross insiste sur la qualité de vie exceptionnelle qu'offre la commune grâce à ses nombreuses infrastructures de loisirs, d'accueil et d'éducation, ainsi qu'à une gamme complète de subsides pour les citoyens. Selon le conseiller, cette attractivité justifie l'endettement actuel de la commune, qu'il considère comme un investissement judicieux pour l'avenir.

### **Mme Josée Lorsché (DÉI GRÉNG)**

Face aux propos de M. Frantzen, l'échevine Mme Josée Lorsché (DÉI GRÉNG) informe que les cinq communes du Syndicat intercommunal STEP se réuniront au début de l'année 2025 pour adapter le règlement sur les primes à l'achat de vélos et de toutes les autres primes sur la base des changements prévus au sein du catalogue des mesures du Pacte Climat ainsi que des décisions nationales en matière de subventions dans le domaine du développement durable. En matière de la hausse des coûts d'exploitation et énergétiques des bâtiments communaux, elle insiste sur l'importance de construire selon les nouvelles normes d'économie d'énergie, telles que la certification DGNB attribuée aux ateliers communaux et à la maison d'éducation « Ëm de Bëchel ». L'échevine informe en outre que la consommation énergétique a pu être réduite dans la commune, tel qu'il ressort des données collectées. Toutefois, la commune n'a pas d'influence sur l'évolution des prix de l'énergie au niveau national et international.

Elle se montre surprise que Mme Jansa, en tant que défenderesse de l'égalité des chances, n'ait pas repris dans son intervention la proposition du Collège échevinal de rendre hommage aux femmes en leur attribuant des noms de rues. Dans ce contexte, l'échevine pose la question de savoir si le parti socialiste se montre d'accord avec cette initiative et se réjouit de la réponse positive de Mme Jansa. L'échevine rappelle que le « Design for All » vise non seulement les infrastructures, mais est destiné à rendre la société inclusive dans tous les domaines. Quant aux propos de l'argent de poche insuffisant chez certains jeunes, Mme Lorsché clarifie que la mise à disposition gratuite du « Pass Interrail » vise à encourager les jeunes à utiliser le transport en commun pour voyager au lieu de se déplacer en voiture, cette dernière générant d'office des frais importants. Les inégalités sociales sont, selon l'échevine, à combattre à d'autres niveaux. À propos de l'éclairage public nocturne, elle précise qu'un nouveau débat sera nécessaire une fois que tous les lampadaires seront équipés de lampes LED. Elle rappelle que les rapports de police ne signalent aucune hausse des accidents ou des infractions pendant l'extinction nocturne qui est en place en semaine. La réduction de la pollution lumineuse ainsi que la protection des citoyens contre d'importantes sources lumineuses pendant la nuit ne doivent dans ce contexte pas être ignorées. L'échevine salue finalement l'idée de Mme Jansa de collaborer avec le « Kanner-a Jugendtelefon » au sein du forum pour enfants et jeunes.

Mme Lorsché répond à M. Hutmacher que la construction du quartier résidentiel « Krakelshaff » et d'autres PAP plus petits attirera de nouveaux résidents, entraînant inévitablement une hausse du nombre d'élèves. L'échevine souligne que la pyramide de croissance démographique révèle de surcroît une forte concentration de la population scolaire dans les cycles scolaires 1 et 2, impliquant nécessairement un besoin accru d'accueil pour davantage d'élèves dans les années à venir. Elle confirme que pour des raisons très diverses, plus de 100 enfants de la commune sont actuellement inscrits dans des écoles publiques ou privées situées dans d'autres communes.



Avec l'introduction de l'alphabétisation en langue française prévue par le ministre de l'Éducation nationale, surtout le nombre d'enfants francophones scolarisés dans notre commune pourrait encore augmenter. Étant donné que l'alphabétisation en français nécessitera également un plus grand nombre de salles de classe afin de pouvoir séparer les groupes, la maison d'éducation « Ëm de Bëchel » n'est pas du tout surdimensionnée. S'y ajoute que la plupart des 360 enfants de la « Schoul am Duerf », prochainement en rénovation, devront être transférés dans le nouveau bâtiment. Une fois la rénovation achevée, la "Schoul am Duerf" accueillera moins d'enfants afin de permettre un enseignement de qualité dans des salles modernes répondant aux besoins éducatifs et techniques. Les plans du futur campus scolaire à Noertzange, pour leur part, ne sont pas perdus, tel qu'il a été avancé par certains conseillers de l'opposition, mais seront réalisés dès que la situation financière le permettra. Mme Lorsché exprime par ailleurs l'espoir que les subventions étatiques pour la construction de bâtiments scolaires vont enfin augmenter en rappelant les intentions exprimées de longue date par les ministres compétents. Elle précise que le nombre d'élèves à Noertzange n'augmentera pas significativement à court terme, en l'absence de nouveaux grands projets de lotissement.

L'échevine remercie M. Estanqueiro pour son soutien aux Pactes Climat et Nature et confirme que tous les bâtiments communaux pourront être équipés de panneaux photovoltaïques modernes plus légers. En collaboration avec le LIST, la commune explore l'autoconsommation énergétique de certains quartiers, bien qu'aucun site adéquat n'ait encore été identifié.

En réponse à Mme Kunsch, Mme Lorsché explique que la commune avait entamé des discussions avec la Fondation Elisabeth, qui s'était montrée favorable à une collaboration pour mettre en œuvre le projet pédibus. Ce projet a néanmoins dû être abandonné pour des raisons d'assurance et de sécurité que la Fondation ne pouvait pas garantir, sachant que le nombre d'accompagnateurs requis n'était pas suffisant. Face aux propos de Mme Kunsch concernant un certain gaspillage alimentaire dans les cantines scolaires, l'échevine précise que les comportements alimentaires des enfants ne sont pas toujours prévisibles, et cela d'autant moins quand de nouveaux plats leur sont offerts. Les menus servis quotidiennement respectent de toute façon les normes fixées par des organismes internationaux tant au niveau des quantités qu'au niveau de leur composition. Comme il est prévu par la loi sur les marchés publics, l'échevine explique que la commune doit respecter la réglementation en la matière et n'est pas en droit d'attribuer ce marché à un fournisseur non éligible. À propos des soucis d'insécurité au sein des campus scolaires, l'échevine précise qu'en concertation avec la directrice de région de l'école fondamentale et la chargée de direction du SEA, elle a mené des entretiens de clarification avec le personnel responsable afin de lui rappeler les lignes de conduite. Des cas isolés de comportement inadéquat de la part d'un membre du personnel ne doivent néanmoins pas servir pour faire croire que la sécurité dans les bâtiments n'est pas garantie en tant que telle.

Face au discours de M. Gross, Mme Lorsché explique que l'augmentation des coûts de l'école de musique régionale est en partie due à l'introduction de la gratuité des cours qui a dans une certaine mesure conduit à une hausse des inscriptions. Un autre facteur est qu'avec la loi sur l'enseignement musical, les carrières des enseignants ont été revalorisées ce qui a entraîné des coûts supplémentaires de personnel. Elle propose d'entamer des discussions avec l'école de musique régionale et les associations locales afin d'améliorer la collaboration et d'orienter plus de jeunes musiciens dans les associations locales.

Pour conclure, Mme Lorsché informe M. Biwer que l'isolation et la rénovation des bâtiments communaux figurent bel et bien dans le catalogue des mesures du Pacte Climat mais qu'il



faudrait procéder par priorités et faisabilités. Elle partage la vue de M. Biwer sur la loi du pacte nature et annonce qu'un groupe d'évaluation, incluant un collaborateur de la commune, examine actuellement les mesures afin de les adapter et d'éliminer certaines incohérences.

### **M. Gusty Graas (DP)**

L'échevin M. Gusty Graas (DP) déplore le manque d'avancement dans le projet de renaturation de l'Alzette. Il rappelle toutefois que la commune n'est pas maître d'ouvrage, mais agit seulement comme intermédiaire. Concernant la renaturation du « Diddelenger Bach », il précise qu'un chemin aménagé le long du ruisseau en empêche actuellement la mise en œuvre.

Sur la question des inondations, M. Graas mentionne l'étude réalisée par le bureau EEPI et les ateliers organisés avec les citoyens concernés. Il informe que, jusqu'à présent, 70 dossiers ont été traités, et qu'un budget de 180 000 euros est prévu en 2025 pour la mise en œuvre de mesures additionnelles. En réponse à M. Frantzen, il confirme que la clôture des comptes est prévue pour avril 2025, période durant laquelle plusieurs travaux pourront encore être réalisés.

Bien que le volume de déchets ramassés lors de la « Grouss Botz » ait légèrement diminué cette année par rapport aux années précédentes, M. Graas informe M. Gillet que le « littering » reste une source de préoccupation importante. L'échevin remercie d'ailleurs tous les participants à la « Grouss Botz ».

L'échevin souligne également l'importance de l'acquisition récente du « Grillmobil », un équipement essentiel pour soutenir la vie associative locale. Cependant, il exprime son inquiétude face à la baisse continue de l'engagement bénévole dans les associations. Pour y remédier, la commune s'efforce de soutenir activement les clubs et associations, notamment par l'octroi de subsides significatifs.

M. Graas indique que d'importants efforts financiers seront nécessaires dans les prochaines années, notamment pour augmenter la capacité des stations d'épuration ou introduire une quatrième étape de traitement. Il rappelle également que la commune est tenue d'atteindre un taux de couverture des coûts de 100 %, ce qui nécessitera des discussions sur une augmentation des taxes liées aux eaux usées. Il souligne que les très bons résultats obtenus dans le cadre des Pactes Climat et Nature sont également le fruit des efforts conséquents réalisés en matière de protection de l'eau et de gestion des déchets. Par ailleurs l'échevin informe que le SYCOSAL (Syndicat de communes pour la salubrité publique) a lancé un nouvel appel d'offres pour l'enlèvement des déchets, précisant que les tarifs futurs seront probablement plus élevés. En parallèle, des efforts importants ont été consentis pour améliorer les infrastructures d'eau potable, tandis que la SEBES a réalisé des investissements significatifs, pour garantir une qualité d'eau potable très élevée dans la commune.

Pour conclure, M. Graas évoque la mise en œuvre du plan directeur Sport et la construction de nouvelles infrastructures sportives. Il explique que la construction de nouvelles infrastructures dépend du déménagement du CISBET vers le nouveau bâtiment à Dudelange, dont la construction ne sera pas achevée avant 2030.



## **M. Jean Marie Jans (CSV)**

L'échevin M. Jean Marie Jans (CSV) déconseille, comme le suggérait Mme Kunsch, d'adapter la taxe sur les déchets, actuellement supérieure au taux de couverture, comme ce taux de couverture est soumis à de fortes fluctuations et qu'une telle adaptation resterait forcément temporaire et enverrait ainsi un mauvais signal à la population.

Concernant la situation financière de la commune, M. Jans souligne que chaque euro de la dette communale a été utilisé judicieusement. Les emprunts financent exclusivement des projets d'infrastructure essentiels, notamment les campus scolaires – comprenant écoles, structures SEA et salles de sports – ou encore les ateliers communaux. Avec un ratio d'endettement d'environ 13,5% et donc largement inférieur à la limite de 20 % recommandée par le ministère, l'échevin se montre relativement serein. Cependant, il insiste sur la nécessité de rembourser cette dette à partir de l'excédent du budget ordinaire, ce qui exige une gestion rigoureuse du budget communal. Cette approche prudente explique notamment pourquoi la construction du campus scolaire à Noertzange ne peut actuellement pas être lancée. L'échevin rappelle que la présentation du budget communal met en avant les emprunts, les recettes et les dépenses, sans inclure les détails de l'utilisation spécifique des fonds comme le ferait une comptabilité privée.

En réponse à M. Frantzen, M. Jans souligne les avancées réalisées cette année en matière de mobilité douce, notamment la mise en œuvre des rues cyclables. Il informe M. Hirsch que la signalisation au sol de ces rues - non requises par la réglementation - sera achevée prochainement, que les nouvelles rues cyclables ayant le rôle de connexions entre les pistes cyclables sont déjà opérationnelles et que le concept de la mobilité douce est désormais intégré systématiquement dans les grands projets de construction.

L'échevin remercie les conseillers pour leur soutien dans l'implémentation du stationnement résidentiel généralisé.

Il répond à Mme Jansa que la sécurisation des passages piétons sur la route d'Esch sera réalisée lors du réaménagement de cette route. En réponse à Mme Kunsch, l'échevin se félicite de la sécurisation des trajets scolaires pour donner suite à plusieurs échanges avec des parents d'élèves. Il cite également les projets que la commune a entrepris, notamment la fermeture du passage entre la rue Jacquinot et la rue de la Briqueterie, qui a éliminé le trafic parasite dans le quartier « Ëm de Bëchel », et les prochaines fermetures à certaines heures de plusieurs accès au quartier résidentiel autour de l'école « Reebou ».

L'échevin répond à M. Frantzen en soulignant que le service informatique communal effectue un travail remarquable en matière de digitalisation. Ainsi, au cours de l'année 2024, le réseau informatique a été modernisé et sa sécurité améliorée, notamment par la mise en place de serveurs redondants physiquement répartis sur plusieurs sites. Les nouveaux ateliers et le CIGL ont été intégrés au système existant. Parmi les autres avancées dans la digitalisation figurent l'installation d'Office 365, l'implémentation d'un système SIG et la création d'une carte de circulation en ligne sur le site web de la commune ainsi que l'installation de bornes interactives dans la commune. En 2025, le câblage en fibre optique sera étendu et les projets pour optimiser la sécurité informatique seront poursuivis. Dans le cadre du SIGI, la commune de Bettembourg participera au projet pilote « workflow ».



M. Jans informe les conseillers que le « Club Aktiv+ deForum » s'est très bien développé depuis sa création en septembre 2023 et collabore avec diverses associations et services communaux, ou encore avec les structures SEA dans le cadre de projets intergénérationnels.

Enfin, l'échevin informe que dans le cadre du pacte communal du vivre-ensemble interculturel, la commune a reçu un prix pour ses initiatives contre le racisme et que l'application de voisinage Hoplr va être lancée prochainement. Il répond à Mme Jansa qu'il se réjouit de l'élaboration future d'une charte et d'un plan d'action « Design for All » en collaboration avec la commission consultative compétente.

### **M. Laurent Zeimet (CSV)**

Le bourgmestre M. Laurent Zeimet (CSV) rappelle à M. Estanqueiro et aux autres conseillers que la commune veille à ce que des logements continuent d'être construits, notamment via le PAP « LEO ». Il informe M. Frantzen des efforts déployés ces dernières années pour faire avancer le dossier des anciennes maisons de douaniers situées sur la Route de Mondorf. Ces maisons sont désormais libérées, et le Fonds du Logement comme maître d'ouvrage lancera un appel d'offres en janvier 2025. Par ailleurs, la commune collabore avec le Fonds du Logement sur un PAP afin de créer des logements abordables sur l'ancien site CFL derrière la route de Luxembourg, couvrant le triangle rue de la Gare, rue Nord et rue Lentz. Lors de la prochaine réunion du conseil communal, un PAP privé concernant le site entre la Route d'Esch et la Rue Paul Eyschen sera soumis au vote du conseil, ce qui permettra également la création de logements supplémentaires au centre de Bettembourg.

M. Zeimet souligne que de nombreuses initiatives sont donc en cours en matière de logement, mais que la commune doit aussi se préparer en termes d'infrastructures telles que les écoles et les SEA pour accueillir de nouveaux habitants. Il rappelle que la commune envisage de réviser le règlement d'urbanisme, mais attend d'abord la nouvelle législation nationale.

Le bourgmestre précise que le CIGL a pris possession des anciens bâtiments du Service des Parcs, mais qu'aucun projet concret n'a encore été défini pour ces locaux après que le CIGL ait déménagé à la route d'Abweiler. Les bâtiments de l'ancien camping seront quant à eux démolis pour laisser place à la construction d'une nouvelle passerelle pour piétons et cyclistes reliant la maison de repos « an de wisen » aux nouveaux quais de la gare et la rue de l'Indépendance.

M. Zeimet juge la construction du campus scolaire « Ëm de Bëchel » comme décision judicieuse, tout comme le dimensionnement de ce projet pour éviter les pénuries futures. Il rappelle que la rénovation de la « Schoul am Duerf » s'inscrit également dans le respect du plan directeur scolaire. Le bourgmestre précise que les plans du campus scolaire Noertzange ne sont pas abandonnés, mais mis en suspens, et qu'ils seront utilisés lorsque l'espace scolaire devra être adapté et agrandi dans cette localité. Il signale que ces plans incluent non seulement le bâtiment en soi mais également les analyses du terrain et de son environnement. M. Zeimet souligne qu'il est courant que le coût final d'un projet soit supérieur aux estimations initiales comprises dans un plan directeur en raison des ajustements faits après l'intégration des idées et des besoins.

En matière de sécurité routière, le bourgmestre rappelle que la limitation de vitesse à 30 km/h autour des écoles, introduite par le collège échevinal actuel, a permis d'améliorer significativement la sécurité sur le trajet scolaire. Des aménagements supplémentaires,



notamment sur les passages piétons, continueront d'être réalisés, y compris dans le cadre du réaménagement de la route de Luxembourg. Il insiste toutefois sur le fait que la sécurité autour des écoles est la plupart du temps compromise par le comportement irrespectueux de certains parents.

Quant à la sécurité en général, M. Zeimet déclare que la commune n'envisage pas, pour l'instant, la mise en place d'une police locale, bien que des défis subsistent dans ce domaine. Même si la Commission a émis un avis favorable pour une vidéosurveillance ciblée dans l'espace public, le collège échevinal et la police restent sceptiques quant à son efficacité. Il précise que certains bâtiments publics sont déjà sous vidéosurveillance. En outre, il informe Mme Kunsch que des réunions régulières sont organisées avec le délégué à la sécurité, les écoles et les SEA pour établir des plans d'urgence et réaliser des exercices d'évacuation.

Concernant les taxes sur les déchets, M. Zeimet rappelle aux conseillers que le budget 2025 repose sur des estimations. Lors du dernier ajustement, la taxe de base a été réduite, ce qui a allégé la charge des ménages, tandis que le vidage de la poubelle grise est devenu payant. La nouvelle facturation a encouragé les habitants à mieux trier leurs déchets. Le bourgmestre répète qu'une adaptation de la taxe des déchets a été annoncée pour 2025, rendant inutile la motion du parti socialiste sur ce sujet.

Le bourgmestre informe Mme Kunsch que la commune et les SEA poursuivent leurs efforts pour limiter le gaspillage alimentaire, notamment à travers des campagnes de sensibilisation et l'intégration de ce critère dans le prochain appel d'offres pour le service de restauration en 2025.

En réponse aux accusations concernant le niveau d'endettement de la commune, M. Zeimet affirme que les investissements réalisés, bien que lourds, étaient nécessaires pour pallier les lacunes des précédents mandats socialistes et qu'ils constituent un atout pour l'avenir de la commune. Enfin, le bourgmestre se réjouit du soutien rencontré par l'idée de renommer certaines rues en l'honneur de personnalités féminines et par le projet d'élargissement du parking résidentiel. Laurent Zeimet conclut en remerciant tous les conseillers pour leurs interventions.

Le conseil communal approuve finalement le budget rectifié 2024 et le budget initial 2025 avec 9 voix (CSV, DÉI GRÉNG, DP, ADR) contre 6 voix (LSAP).

La motion du parti socialiste, présentée par Mme Linda Kunsch, qui demande la réduction des taxes communales sur la gestion des déchets, est refusée avec 8 voix (CSV, DÉI GRÉNG, DP) contre 7 voix (LSAP, ADR).

## **Pacte Climat**

M. Jérôme Morbé a présenté au conseil communal le bilan du Pacte Climat 2024 ainsi que le programme des activités prévues en 2025. Vous pouvez lire le détail de cette présentation dans l'édition 128 du BUET.



## **Subsides extraordinaires aux sociétés et associations locales**

Le conseil communal a arrêté les subsides extraordinaires aux associations pour 2024 et 2025 suivant les devis et budgets prévisionnels et les taux et bonifications pour le calcul des subsides ordinaires pour 2025.

## **Conventions et règlements**

Le conseil communal a validé une convention avec le ministère de la Culture, prévoyant une contribution financière pour couvrir les frais et dépenses directement liés aux productions du festival littéraire « LiteraTour ». M. Zeimet s'est félicité de la reconnaissance, après plus de dix ans d'existence, du « LiteraTour » et du concours pour jeunes auteurs « Prix Laurence » par le ministère de la Culture, mettant ainsi en lumière leur visibilité renforcée dans l'agenda culturel national.

Le conseil a également approuvé une convention avec le CIGL concernant la mise à disposition des immeubles et terrains de l'ancien camping, ainsi que de l'ancien bâtiment du service des parcs, situé à l'entrée du Parc Jacquinet.

Par ailleurs, le conseil communal a adopté le règlement fixant les nouveaux tarifs pour la vente de bois de chauffage et de bois brut ainsi que la quantité pouvant être commandé par ménage.

## **Règlement concernant la promotion d'un développement durable**

Comme annoncé lors de la séance du 2 décembre, le bourgmestre a rappelé l'intention du collège échevinal d'introduire un plafond pour certaines aides financières incluses dans le règlement visant à promouvoir un développement durable. Cette mesure est motivée par le succès considérable de ces primes communales, qui risque de provoquer une hausse incontrôlable des dépenses ordinaires. Ainsi, un plafond de 3 000 euros par logement est prévu pour la construction de nouveaux logements durables ainsi que pour des travaux de rénovation énergétique durable. Par ailleurs, un plafond de 2 500 euros par logement sera appliqué aux installations techniques valorisant les sources d'énergie renouvelables, telles que les systèmes photovoltaïques. M. Zeimet a précisé que, dans le cadre de la collaboration avec les autres communes du STEP, tous les règlements et subventions seront ajustés en fonction de la nouvelle législation nationale. Ces adaptations devraient être finalisées en avril.

M. Guy Frantzen (LSAP) s'est montré réticent à voter ces modifications avant que des changements significatifs interviendront en avril. Il a également exprimé ses inquiétudes quant au message envoyé aux citoyens en pleine crise du logement et de l'énergie.

M. Marco Estanqueiro (LSAP) a, pour sa part, recommandé d'attendre les effets des réductions des aides étatiques avant de modifier les primes communales. Toutefois, il a reconnu que les nouveaux plafonds restent raisonnables et cohérents avec les pratiques actuelles.

L'échevine Mme Josée Lorsché a défendu le plafonnement proposé, affirmant qu'il s'inscrit de toute façon dans la moyenne des montants versés jusqu'à présent. Elle a souligné que les communes ne sont néanmoins pas en mesure de compenser les manquements du



Gouvernement en la matière, d'autant plus que les recettes communales ne connaissent pas de hausses substantielles.

L'échevin M. Jean-Marie Jans (CSV) a confirmé que près de 90 % des aides précédemment accordées se situaient déjà dans les limites définies par les nouveaux plafonds. Par ailleurs, il a précisé que ce plafonnement ne s'appliquera pas aux projets en cours de commande avant l'entrée en vigueur du règlement modifié qui devra soulager le poste des dépenses ordinaires du budget communal

Le conseil communal a approuvé, avec 9 voix pour et 6 contre, l'adaptation du règlement communal concernant la promotion d'un développement durable.

### **Commissions consultatives communales**

Sur proposition des conseillers DÉI GRÉNG, le conseil communal a remplacé M. Joël Ewen par M. Jean-Paul Hansen à la Commission de la culture et du tourisme, sur proposition des conseillers CSV, le conseil a remplacé Mme Valentina Avdiu par Mme Michèle Meyer et Mme Solmaz Jodairi Saber par Mme Isabelle Dubutay à la Commission de la cohésion sociale et de l'égalité des chances et sur proposition des conseillers LSAP, le conseil a remplacé Mme Viviane Ludwig par Mme Sylvie Jansa à la Commission de la culture et du tourisme.





## **BERICHT DES GEMEINDERATS VOM 13. DEZEMBER 2024**

**Der Gemeinderat diskutierte den berichtigten Haushalt für 2024 sowie den ursprünglichen Haushalt für 2025, die der Bürgermeister in der Sitzung am 2. Dezember 2024 vorgelegt hatte. Beide Dokumente wurden mit Stimmenmehrheit verabschiedet.**

### **Vorstellung des rektifizierten Haushaltsplans 2024 und des ursprünglichen Haushaltsplans 2025**

Der Gemeinderat genehmigte den berichtigten Haushalt 2024 und den ursprünglichen Haushalt 2025 des „Office Social Commun“ (OSC). Der Bürgermeister Laurent Zeimet (CSV) informierte den Rat darüber, dass die Arbeiten am neuen Anbau der Büros des OSC soweit abgeschlossen sind. Die offizielle Eröffnung des neuen Sozialbüros ist für Juni 2025 geplant.

### **Diskussion des Haushaltsplans**

Der Bürgermeister regte an, den Haushalt in den kommenden Jahren auch in den jeweiligen Ausschüssen eingehend zu erörtern, wenn der Rat dies wünschte. Anschließend forderte er die Ratsmitglieder auf, ihre Stellungnahmen zu den vorgelegten Haushaltsplänen einzubringen.

### **Guy Frantzen (LSAP)**

Guy Frantzen (LSAP) dankt den Dienststellen, die 2024 für den reibungslosen Ablauf der Baustelle an der Emile-Hammerel-Brücke und den Umzug der Regieabteilung in die neuen Werkstätten gesorgt haben. Er bedauert, dass der Haushalt keine Finanzmittel für die Projekte zur sanften Mobilität vorsehe, die aus den Schlussfolgerungen der 2024 durchgeführten Studie hervorgehen und diese im Übrigen dem Gemeinderat bisher noch nicht vorgelegt wurde. Das Ratsmitglied fordert, die Erkenntnisse aus der Schließung der Emile-Hammerel-Brücke in das Mobilitätskonzept zur Neugestaltung des Zentrums von Bettembourg einzubeziehen. Außerdem setzt er sich für ein durchgängiges Netz von Fahrradwegen ein, das alle fünf Ortschaften der Gemeinde verbindet und systematisch an das nationale Radwegenetz angeschlossen wird. Er begrüßt die Einführung des Anrainerparkens, das die Lebensqualität in den Wohngebieten verbessern soll, mahnt jedoch, dass eine strenge Kontrolle des Anrainerparkens unerlässlich sei. In sozialer Hinsicht äußert Guy Frantzen sein Bedauern über den mangelnden Fortschritt beim Projekt der ehemaligen Zöllnerhäuser an der Route de Mondorf, insbesondere vor dem Hintergrund der nationalen Wohnungskrise. Er fordert die Gemeinde auf, Lösungen zu suchen, um die Zahl der leerstehenden Privathäuser zu reduzieren. Positiv hebt er das geplante Vorhaben hervor, das Hotel Bernini in ein Aufnahmezentrum für minderjährige Flüchtlinge umzuwandeln, und versichert die Unterstützung seiner Partei.

Bezüglich der Überschwemmungen erkundigt er sich, warum nur ein Teil der im Haushalt 2024 vorgesehenen Mittel für Expertenstudien genutzt wurde und bittet um genauere Informationen zu den geplanten Maßnahmen. Darüber hinaus fragt er nach dem aktuellen Stand der Renaturierungsprojekte der "Diddelenger Baach" und der Alzette, die dazu beitragen könnten, das Hochwasserrisiko zu verringern. Mit Blick auf die Digitalisierung zeigt sich Guy Frantzen besorgt über den langsamen Fortschritt und fordert das Schöffenkollegium auf, stärkeren Druck auf das "Syndicat intercommunal de gestion informatique" (SIGI) auszuüben. Er warnt vor der finanziellen Situation der Gemeinde die durch die Ausschöpfung des ordentlichen Haushalts, den kontinuierlichen Anstieg der Personalkosten und die Verdreifachung der Zinslasten belastet sei. Zudem äußert er Bedenken über die späteren Unterhaltskosten der neuen Gebäude sowie die



langfristige Nachhaltigkeit der großen Investitionsprojekte. Abschließend erkundigt sich das Ratsmitglied nach der zukünftigen Nutzung der Gebäude des ehemaligen Campingplatzes und des Parkdienstes.

### **Alain Gillet (CSV)**

Laut Alain Gillet (CSV) setzt der Haushalt 2025 die Kontinuität der vorherigen Haushaltsjahre fort, spiegelt die Prioritäten der Schöffenerklärung wider und investiert in die dynamische Zukunft der Gemeinde. Er hebt die "Gold"-Zertifizierung des Klimapakts hervor und betont, dass die erhaltenen staatlichen Subventionen es der Gemeinde ermöglichen, Fortschritte auf dem Weg zur Klimaneutralität zu machen. Das Ratsmitglied zeigt sich erfreut über die ermutigenden Ergebnisse des "Grouss Botz", mit einer Reduzierung des gesammelten Mülls, von dem die Hälfte wiederverwertet wurde. In Rahmen des Naturpakt betont er die Bedeutung der Zuschüsse, die Projekt wie das "Tiny Forest" und Aktivitäten in Zusammenarbeit mit dem „Syndicat intercommunal pour la conservation de la nature“ (Sicona) fördern. Im Bereich Wasserwirtschaft begrüßt Alain Gillet die erreichte Verbrauchsreduktion auf weniger als 100 Liter Wasser pro Kopf und Tag - dies trotz einer wachsenden Bevölkerungszahl. Er hebt die Wirksamkeit der ständigen Wartungsarbeiten an den Rohrleitungen und der Investitionen in die Abwasserwirtschaft hervor, die auf eine bessere Regenwassernutzung und die Vermeidung von Überschwemmungen abzielen. Im Bildungs- und Betreuungsbereich begrüßt er die Fortschritte am Schulcampus "Ëm de Bëchel", die bevorstehende Renovierung der "Schoul am Duerf" und die Fertigstellung des Nebengebäudes der Schule in Nörtzingen. Er begrüsst, dass der große Saal im Erdgeschoss der „Maison des Jeunes et de la Culture“ (MJC) dem Jugendhaus zur Verfügung gestellt wird, wodurch eine altersgerechte Betreuung ermöglicht werde. Zudem erwähnt er die Einrichtung eines Forums für Kinder und Jugendliche, das deren aktive Beteiligung an der Gestaltung des Schulhofs der "Schoul am Duerf" und der Neugestaltung des Kirchplatzes fördern soll. Im kulturellen Bereich unterstreicht Alain Gillet die gesteigerte Vielfalt der Aktivitäten seit der Inbetriebnahme des "KulTourhauses", die Unterzeichnung einer neuen Vereinbarung mit dem örtlichen Kino, die geplante Verlegung des sozialen Buchladens "de BicherKueb" sowie die weiterhin hohen Prämien für Schüler und Studenten. Er betont zudem die fortwährende finanzielle und logistische Unterstützung für die örtlichen Vereine. Sozialpolitisch befürwortet er den Plan, die ehemaligen Gebäude des Regiebetriebs in Räumlichkeiten für das "Cent Buttek" und das CIGL umzuwandeln. Diese Projekte, so Alain Gillet, würden zu einer harmonischen Entwicklung der Gemeinde beitragen. Schließlich rechtfertigt er die geplante Kreditaufnahme von 7,5 Millionen Euro für 2025. Diese liege mit einer Realisierungsrate von 90 % deutlich unter den ursprünglichen Prognosen des Mehrjahresfinanzierungsplans.

### **Patrick Kohn (ADR)**

Patrick Kohn (ADR) begrüßt die kontinuierlichen Investitionen der Gemeinde in große Bauprojekte, darunter den Schulcampus "Ëm de Bëchel", die Renovierung der "Schoul am Duerf", die Neugestaltung des Zentrums von Bettembourg, die Spielplätze, die Sicherung von Fußgängerüberwegen, die Wartungsarbeiten an der Kanalisation, die Umgestaltung der Ortseingänge in der Route de Luxembourg und in Hüncheringen, die Umstellung der Straßenbeleuchtung auf LED, die Einführung des generellen Anrainerparkens. Das Ratsmitglied lobt außerdem die finanzielle Unterstützung der Gemeinde für „OSC“, „Cent Buttek“, „BicherKueb“, das lokale Kino, CIGL und MJC, das interkommunale Schwimmbad und den „Club Aktiv+ deForum“. Auch die Förderung durch die Pakte Klima, Natur und interkulturelles Zusammenleben sowie die Zuschüsse für Vereine und NGOs erhalten seine Anerkennung. Besonders positiv hebt Patrick Kohn die Ankündigung des Bürgermeisters hervor, die Bettemburger Kirmes wiederbeleben zu wollen. Kritisch äußert sich das Ratsmitglied jedoch über den Haushaltsplan 2025, in dem keine Mittel für die dringend notwendige Neugestaltung des Friedhofs in Hüncheringen vorgesehen seien. Er betont, dass sich der Friedhof in einem



schlechten Zustand befinde. Zudem zeigt er sich besorgt über die geplanten Erhöhungen der Wasser- und Abfallgebühren im Jahr 2025, die zur Reduzierung der Gemeindeschulden beitragen sollen. Seiner Ansicht nach belasten diese Erhöhungen jedoch übermäßig die Einwohner, da der Deckungsgrad für Abfall auf 119 % und für Wasser auf 111 % steigen wird. Zum Abschluss weist Patrick Kohn darauf hin, dass die sehr hohen Kredite der Gemeinde zwar unter der vom Innenministerium festgelegten Warnschwelle von 20 % bleiben, die Pro-Kopf-Verschuldung im Jahr 2025 jedoch auf 11.212 Euro ansteigen werde.

### **Sylvie Jansa (LSAP)**

Sylvie Jansa (LSAP) zeigt sich zufrieden mit den Fortschritten der Erstellung der Charta „Design for all“, die in Zusammenarbeit mit dem Seniorenausschuss entwickelt wird. Sie betonte, dass es höchste Zeit sei, dieses Vorhaben anzugehen, da laut neuer Gesetzgebung die Zugänglichkeit für alle zu öffentlich zugänglichen Orten, öffentlichen Straßen und kollektiven Wohngebäuden bis zum 1. Januar 2032 gewährleistet sein muss. Zudem wies sie darauf hin, dass Gemeinden staatliche Zuschüsse für notwendige Umbauten beantragen können. Das Ratsmitglied schlägt vor, erste Anpassungen an der Eingangstür des "KulTourhauses" sowie am Gehweg vor der Apotheke in Bettembourg vorzunehmen. Sylvie Jansa hebt hervor, dass Investitionen in die Jugend eine Pflicht für jede zukunftsorientierte Gemeinde seien. Gleichzeitig bedauert sie, dass die Kinder aus Nörtzingen keinen Anspruch mehr auf den Bau eines neuen Schulcampus haben. Zwar begrüßt sie die Initiative des „Interrail-Passes“, weist jedoch darauf hin, dass Jugendliche aus sozial schwächeren Verhältnissen oft nicht über ausreichendes Taschengeld verfügten, um einen Auslandsurlaub zu finanzieren. Sie lobt die geplante Zusammenarbeit mit der „UP Foundation“, erinnert aber daran, dass auch das „Kanner- a Jugendtelefon“ anbiete, um Kinder ab der dritten Schulstufe für häusliche Gewalt zu sensibilisieren. Im Bereich der Sicherheit kritisiert sie die Entscheidung, die Straßenbeleuchtung nachts zeitweise auszuschalten. Ihrer Meinung nach gäbe es alternative Möglichkeiten, Solidarität mit der Ukraine zu zeigen. Das Ratsmitglied bezeichnet die für die Sicherung der Zebrastreifen vorgesehenen Mittel als unzureichend und schlägt vor, die Maßnahmen in einer einzigen Phase vollständig umzusetzen. Hinsichtlich der Route de Luxembourg bedauert sie, dass bislang keine Verbesserungen vorgenommen wurden. Als kurzfristige Lösung schlägt sie die Installation mobiler Ampeln vor, um die Sicherheit an dieser Stelle zu erhöhen. Darüber hinaus regt Sylvie Jansa an, die Ausfahrt aus dem Wohngebiet in den Straßen Michel Rodange und Nicolas Rosenfeld in das Neugestaltungsprojekt einzubeziehen, da die aktuelle Verkehrssituation für Anwohner während der Stoßzeiten problematisch und teilweise gefährlich sei. Schließlich begrüßt sie die geplanten Umgestaltungen des Sportzentrums und schlägt vor, im Zuge dessen energetische Renovierungsarbeiten durchzuführen, insbesondere durch den Austausch von Fenstern.

### **Nicolas Hirsch (DÉI GRÉNG)**

Nicolas Hirsch (DÉI GRÉNG) hob die vorausschauende Planung des Haushaltsplans 2025 hervor, der seiner Ansicht nach wichtige Weichen für die Zukunft der Gemeinde und ihrer Bürger stellt. Besonders betont er die Förderung nachhaltiger Investitionen, die kommenden Generationen zugutekommen sollen, etwa im Bereich Natur- und Klimaschutz, soziale Bindungen sowie der Ausbau notwendiger Infrastruktur. Er ist der Ansicht, dass die Verschuldung akzeptabel sei, wenn sie dazu diene, unverzichtbare Infrastruktur- und Modernisierungsprojekte zu finanzieren. Aufgrund der Prognosen eines externen Beraters zeigt sich das Ratsmitglied optimistisch hinsichtlich der Entwicklung der Gemeindefinanzen, vorausgesetzt, die geopolitische Lage stabilisiere sich. Er begrüßt zudem die vom Schöffenkollegium geplante Überprüfung des ordentlichen Haushalts auf Einsparpotenziale. Nicolas Hirsch sieht großes Potenzial im Energiebereich, etwa durch die Umstellung auf LED-Beleuchtung und die Installation von Photovoltaikanlagen. Auch die Teilnahme am Klimapakt wertet er als lohnend. Eine Re-Zertifizierung mit Gold stelle eine zusätzliche Einnahmequelle dar, ebenso wie die angestrebte



Gold-Zertifizierung im Naturpakt. Obwohl die staatlichen Zuschüsse dafür geringer ausfielen, würde dies den Elan der Gemeinde nicht bremsen. Im Bereich Mobilität verweist das Ratsmitglied auf die positiven Effekte der Schließung der Emile-Hammerel-Brücke, die seiner Meinung nach zu neuen Bewegungsgewohnheiten beigetragen habe. Er hofft, dass die Gemeinde weiterhin an einer sicheren und kohärenten Infrastruktur zugunsten der sanften Mobilität arbeiten werde und lobt die neuen Fahrradstraßen und die Anbindung des kommunalen Radwegenetzes an das nationale Netz. Gleichzeitig fordert er eine bessere Markierung auf dem Boden der Fahrradstraßen und kritisiert, dass das Zentrum von Bettembourg weiterhin stark vom Autoverkehr dominiert werde. Er plädiert für mehr Lebensqualität im Zentrum und bedauert, dass statt eines Shared Space nur eine Tempo-30-Zone auf der Route d'Esch eingerichtet wird. Fortschritte sieht er bei der Einführung von Anrainerparken und der Ausweitung des Vel'OK-Systems. Im Bildungsbereich begrüßt Nicolas Hirsch die Renovierung der „Schoul am Duerf“, bedauert jedoch, dass der Schulcampus in Nörtzingen aus finanziellen Gründen nicht realisiert werden kann. Er zeigt Verständnis, hofft aber auf höhere staatliche Subventionen für Schulbauten in der Zukunft. Positiv hebt er die Einrichtung eines Kinder- und Jugendforums hervor, das Kindern und Jugendlichen ermögliche, sich aktiv an Projekten zu beteiligen. Angesichts wachsender Demokratie-Skepsis sei dies ein wichtiges Signal. Die Einrichtung des „Parcours de la Mémoire“ sieht Nicolas Hirsch als bedeutendes Projekt, das dazu beitrage, die Erinnerung an dunkle Kapitel der Geschichte wachzuhalten und sicherzustellen, dass sich solche Ereignisse nicht wiederholten.

### **Patrick Hutmacher (LSAP)**

Für Patrick Hutmacher (LSAP) scheint die Zahl der Kinder in der Gemeinde seit einigen Jahren zu stagnieren. Diese Entwicklung widerspreche seiner Meinung nach den ursprünglichen Prognosen des Schulleitplans. Er führt den Trend auf die steigende Anzahl internationaler Schulen zurück. Seiner Meinung nach wäre das Bildungshaus "Ëm de Bëchel" in Form einer modularen Struktur eine sinnvollere Lösung gewesen. Dieses Konzept hätte Platz für 250 statt der ursprünglich geplanten 500 Schüler geboten und gleichzeitig finanzielle Mittel für andere Projekte freigesetzt. Das Ratsmitglied zeigt sich zufrieden mit der bevorstehenden Renovierung der „Schoul am Duerf“ und hofft, dass das geschätzte Budget von 30 Millionen Euro ausreiche, um die Arbeiten abzuschließen. Gleichzeitig äußerte er Besorgnis über den deutlichen Kostenanstieg beim Bau des Schulcampus „Ëm de Bëchel“ und fordert eine Erklärung, wie das ursprünglich im Masterplan auf 42 Millionen oder 47 Millionen Euro geschätzte Budget auf 72 Millionen Euro anwachsen konnte. In Bezug auf den Schulcampus in Nörtzingen erinnerte das Ratsmitglied daran, dass dieses Projekt kurz vor den Wahlen dem Gemeinderat vorgestellt wurde und dass der Rat einige Monate später dem Bau eines Anbaus an die bestehende Schule zustimmte. Doch im Oktober wurde das Projekt schließlich als finanziell nicht tragbar eingestuft. Für Patrick Hutmacher kommt dies einem gebrochenen Wahlversprechen gleich. Er fordert Klarheit über die Kosten des Schulcampus in Nörtzingen, die im Masterplan zunächst auf 30 Millionen geschätzt wurden, mittlerweile jedoch auf 90 Millionen Euro angestiegen seien. Zudem hinterfragte er, warum der Schoulcampus „Ëm de Bëchel“, der für 500 Schüler vorgesehen ist, mit 72 Millionen Euro kalkuliert wurde, während der Campus in Nörtzingen mit Kapazitäten für 350 Schüler 90 Millionen Euro kosten sollte. Abschließend bedauert er, dass die 900.000 Euro, die in die Planung des Campus in Nörtzingen investiert wurden, letztendlich verschwendet seien. Er fragt, ob die bereits erhaltenen 100.000 Euro an staatlichen Subventionen zurückerstattet werden müssten.

### **Marco Estanqueiro (LSAP)**

Laut Marco Estanqueiro (LSAP) spiegelt der Haushalt 2025 eine besorgniserregende Situation wider, die von einem historischen Schuldenstand und einem sehr geringen finanziellen Spielraum geprägt sei. Diese Situation erfordere seiner Meinung nach eine erhöhte Vorsicht, ohne jedoch in



Stillstand zu verfallen. Er plädiert dafür, klare Prioritäten zu setzen, um die Wirkung der verfügbaren finanziellen Ressourcen zu maximieren. Er bedauert den Mangel an Visionen im Haushalt, insbesondere das Fehlen konkreter, zugänglicher und an den Bedürfnissen der Bürger orientierter Projekte zur Verbesserung ihrer Lebensqualität und zur Vorwegnahme künftiger Herausforderungen. Er schlägt eine inklusivere zukünftige Haushaltsplanung vor, die auf einer strukturierten Bürgerbeteiligung und einer konstruktiven Zusammenarbeit mit der Opposition beruhe, um gemeinsame Prioritäten festzulegen. Das Ratsmitglied begrüßt einige positive Aspekte des Haushalts, wie die Investitionen in den Klima-, Umwelt- und Naturschutz. Er bittet jedoch um nähere Angaben zur Verwaltung der geplanten Photovoltaikanlagen und zu den in einigen Stadtteilen vorgesehenen Eigenverbrauchsprojekten. Darüber hinaus betonte er, wie wichtig es sei, einige wohnungsbezogene Dossiers zu beschleunigen, insbesondere die PAPs für das Zentrum von Bettembourg und das Viertel "Op Fankenacker" sowie die in Zusammenarbeit mit dem OSC und dem Fonds du Logement entwickelten Projekte für erschwinglichen Wohnraum. Seiner Meinung nach müsse erschwinglicher Wohnraum oberste Priorität haben, da er ein Grundrecht darstelle. Er fragt auch nach dem Stand der Neufassung des PAG und nach der Regelung für "Tiny houses". Schließlich bedauert der Abgeordnete, dass im Haushalt keine konkreten Maßnahmen zur Förderung der sanften Mobilität vorgesehen seien, wie z. B. die Schaffung zusätzlicher Radwege oder Initiativen wie Pedibusse.

### **Guy Bley (CSV)**

Guy Bley (CSV) zeigt sich erfreut darüber, in einer Gemeinde zu leben, in der das harmonische Zusammenleben zwischen Luxemburgern und Nicht-Luxemburgern aktiv gelebt wird. Mit Nachdruck unterstützt er das Projekt des Hotels Bernini, das die Schaffung einer Aufnahmeeinrichtung für unbegleitete minderjährige Flüchtlinge vorsieht. Für ihn ist diese Initiative ein deutliches Zeichen dafür, wie ernst die Gemeinde die sozialen Herausforderungen nehme. Im Jugendbereich hebt das Ratsmitglied die zahlreichen Initiativen hervor, die auf die Förderung junger Menschen abzielen. Dazu zählen der „LateNightBus“, das Kinder- und Jugendforum, die vielfältigen Projekte der MJC mit sozialem Fokus, das Programm „Youth&Work“ sowie die Unterstützung lokaler Vereine. Besonders betont er die wertvolle Arbeit der Freiwilligen in den Vereinen, die wesentlich zur Bewahrung eines positiven sozialen Klimas in der Gemeinde beitragen. Darüber hinaus lobt er die Arbeit des „OSC“ und hebt hervor, dass das neue Gebäude optimale Bedingungen für die Sozialarbeiter schaffe. Er erwähnt auch die finanzielle Unterstützung der Gemeinde für das „OSC“ und das "Cent Buttek". Guy Bley merkt an, dass der Finanzplan mehrere entscheidende Aspekte der Sicherheit hervorhebe. Er verweist auf Projekte zur Verbesserung der Verkehrssicherheit, darunter die Neugestaltung und Sicherung von Straßen, die Einrichtung von Tempo-30-Zonen sowie die geplante Überarbeitung der Route de Luxembourg und der Ortseinfahrt in Hüncherigen. Ebenso begrüßt er die Einstellung neuer Gemeindemitarbeiter, die Absicherung von Zebrastreifen und die Umstellung der Straßenbeleuchtung auf LED-Technologie. Das Ratsmitglied lobte die Einrichtung des „Parcours de la Mémoire“, der ebenfalls zur langfristigen Sicherheit der Gemeinde beiträge, indem er die Erinnerung an die tragischen Ereignisse des Zweiten Weltkriegs bewahre. Weitere Maßnahmen wie die Umgestaltung von Parkplätzen, die Installation neuer Fluchttreppen im Sportzentrum, die Bereitstellung von Defibrillatoren und Zugangskarten für Rettungsdienste unterstreichen die umfassenden Bemühungen um Sicherheit. Guy Bley erwähnt außerdem die Maßnahmen zum Hochwasserschutz und die Unterstützung des CGDIS. Mit Anerkennung spricht er über die Arbeit der Feuerwehr- und Rettungszentrale Bettembourg und betont, dass die Gemeinde ihnen die notwendige Unterstützung biete. Schließlich unterstreicht er die wachsende Bedeutung der Cybersicherheit und begrüßt die geplanten Investitionen in diesem Bereich, um die Gemeinde auf zukünftige Herausforderungen vorzubereiten.



## Linda Kunsch (LSAP)

Linda Kunsch (LSAP) betont die Wichtigkeit von Investitionen in die Sicherheit von Schulwegen. Sie begrüßt die 119.000 Euro, die 2024 für die Sicherung von Zebrastreifen investiert wurden, bedauert jedoch, dass diese Maßnahmen oft erst nach Beschwerden von Eltern umgesetzt werden. Sie kritisiert die Kürzung dieses Budgetpostens auf 40.000 Euro im Jahr 2025, da dies die Umsetzung weiterer dringend benötigten Maßnahmen wie bessere Beleuchtung, blinkende Schilder oder sichere Übergänge erheblich einschränke, die in der Mobilitätskommission diskutiert wurden. Sie stellt fest, dass keine Finanzierung für das von Eltern gewünschte Pedibus-Projekt im Viertel „Ëm de Bëchel“ zur Schule „Reebou“ vorgesehen sei. Positiv bewertet sie die geplante Installation einer Schranke zur Verkehrsberuhigung während der morgendlichen Rushhour im Wohngebiet um die Schule „Reebou“, fordert jedoch ein umfassendes Konzept zur dauerhaften Sicherung der Schulwege. Sie plädiert zudem dafür, die nächtliche Straßenbeleuchtung eingeschaltet zu lassen, um die Sicherheit zu erhöhen. Im Hinblick auf das kommunale Sicherheitskonzept erkundigt sich Linda Kunsch nach dem Fortschritt der Arbeiten und regt an, Maßnahmen wie Videoüberwachung oder die Überwachung bestimmter Hotspots durch private Sicherheitsdienste in Zusammenarbeit mit der örtlichen Polizei zu prüfen, wie es in der Erklärung des Schöffenkollegiums erwähnt wurde. Sie regt an, über die Einrichtung einer Gemeindepolizei nachzudenken, anstatt auf private Sicherheitsfirmen zurückzugreifen. Während sie die Verabschiedung einer neuen Polizeiverordnung im Jahr 2025 sowie die Einführung des Anrainerparkens begrüßt, äußert sie Zweifel an der Notwendigkeit, zwei zusätzliche Agents municipaux einzustellen. Sie lobt die Investitionen in den Brandschutz und andere Sicherheitsvorkehrungen in Schulen, will jedoch wissen, ob das Schöffenkollegium ein umfassendes Sicherheitskonzept mit spezifischen Präventionsmaßnahmen für Schulen und SEA-Einrichtungen plane. Außerdem fragt sie nach der Einführung von Sicherheitsverfahren, die nach zwei kürzlich in diesen Einrichtungen aufgetretenen Vorfällen umgesetzt werden könnten. Im Hinblick auf die Lebensmittelverschwendung zeigt sie sich besorgt über die nicht verbrauchten Lebensmittel in den SEA-Kantinen und fordert die Verpflichtung eines Lieferanten, der sich bereits aktiv gegen Lebensmittelverschwendung einsetze, oder die Einführung eines kommunalen Anti-Verschwendungskonzepts, das die Kosten für die Verpflegung deutlich reduzieren könne. Sie kritisiert zudem, dass Schüler des Zyklus 4.2 zum Mittagessen in die Kantine der Sporthalle fahren müssen und dadurch wertvolle Zeit ihrer Mittagspause verlieren, da die neue SEA keinen Platz mehr bietet. Linda Kunsch stuft die Abfallgebühren als überhöht ein und fordert eine Anpassung an die tatsächlichen Ausgaben, insbesondere angesichts des prognostizierten Überschusses von über 19 % im Jahr 2025, um die Haushalte finanziell zu entlasten. Sie schlägt daher im Namen ihrer Partei eine Anpassung der Gebühren an die tatsächlichen Ausgaben vor, um den finanziellen Druck auf die Haushalte, insbesondere in Zeiten der Inflation, zu verringern. Abschließend lobt sie das Engagement für den Naturschutz und gratuliert zur Erreichung der Naturpakt-Zertifizierung der Kategorie 3 (Gold). Sie begrüßt auch die erheblichen Investitionen in den Bau und die Renovierung von Schulen, kritisiert jedoch die Zurücksetzung des Schulcampus-Projekts in Nörtzingen. Sie betont, dass große Summen in die Planung investiert wurden, ohne dass gebaut wurde, was sie als bedauerlichen finanziellen Verlust ansieht. Sie bedauert zudem, dass die von ihrer Partei vorgeschlagene Lösung, die Schule „Ëm de Bëchel“ in Modulbauweise zu errichten, nicht umgesetzt wurde, da diese auch eine Lösung für die Kinder in Nörtzingen dargestellt hätte.

## Roby Biver (LSAP)

Roby Biver (LSAP) äußert seine Besorgnis über die finanzielle Zukunft der Gemeinde. Seiner Meinung nach sei die Situation angesichts der Schlussfolgerungen des externen Finanzberaters der Gemeinde besorgniserregend. Er ist überzeugt, dass das Schöffenkollegium seinen finanziellen Spielraum für die kommenden Mandate nahezu vollständig ausgeschöpft habe. Dennoch hofft er, dass sich der geopolitische und wirtschaftliche Kontext verbessert, um die Auswirkungen der Verschuldung abzufedern. Das Ratsmitglied betont, dass der ordentliche



Haushalt unter Druck stehe. Zwar profitiere die Gemeinde weiterhin von hohen Einnahmen aus staatlichen Zuwendungen, doch die stetig steigenden ordentlichen Ausgaben würden den Überschuss zunehmend aufzehren. Zu den größten Belastungen des Haushalts zählten die Personalkosten und die Rückzahlung von Krediten, deren Anstieg kaum aufzuhalten sei. Auf der Einnahmenseite sieht Roby Biwer wenig Spielraum. So seien die Abwassergebühren zu volatil, um jährlich angepasst zu werden, und eine deutliche Erhöhung der Grundsteuer oder anderer Gemeindesteuern wäre weder relevant noch effektiv, um substanzielle Einnahmen zu generieren. Er hebt den kontinuierlichen Anstieg der ordentlichen Ausgaben hervor und nennt als Beispiel den gestiegenen Gemeindebeitrag zur regionalen Musikschule, der seiner Meinung nach nicht ausreichend den örtlichen Musikvereinen zugutekommt. Auch die Abschreibung des interkommunalen Schwimmbads belaste die ordentlichen Ausgaben, wobei er diese Praxis dennoch befürwortet. Die mit dem Bau neuer Gemeindegebäude verbundenen Kosten – insbesondere für Personal, Wartung und Energie – seien ebenfalls eine Herausforderung. Positiv bewertet das Ratsmitglied hingegen die Stabilität der Treibstoffkosten, die er auf die fortschreitende Elektrifizierung des kommunalen Fuhrparks zurückführt. Besorgt zeigt er sich jedoch über den deutlichen Anstieg der Strom- und Heizkosten in den letzten fünf Jahren und sieht hierin großes Einsparpotenzial. Im Gegensatz dazu begrüßt er die Reduzierung des Wasserverbrauchs. Roby Biwer kritisiert, dass große Infrastrukturprojekte systematisch ihre ursprünglichen Kostenvoranschläge überschritten hätten und die Gemeinde in eine kritische finanzielle Lage gebracht hätten. Dadurch sei Bettemburg zur höchstverschuldeten Gemeinde des Landes geworden. Dies veranschaulicht er mit Zahlen: 2011 beliefen sich die Annuitäten der Gemeinde auf 510.000 Euro, während sie heute 9,5 Millionen Euro betragen. Dennoch zeigt sich das Ratsmitglied zufrieden über einen leichten Rückgang der Investitionen in die Syndikate. Im Bereich Umwelt lobt er die Fortschritte, die dank staatlicher Initiativen wie dem Klimapakt und dem Naturpakt sowie durch das Engagement der Gemeindemitarbeiter erzielt wurden. Besonders hebt er die erheblichen CO<sub>2</sub>-Einsparungen durch die Photovoltaikanlagen auf Gemeindegebäuden hervor. Gleichzeitig bedauert er jedoch das Fehlen von Maßnahmen zur Energieisolierung bei Gebäuden wie dem MJC, dem Centre Louis Ganser und dem Sportzentrum. Er spricht sich außerdem für ein verstärktes Engagement gegen Lichtverschmutzung aus. Während er die Erfolge des Naturpakts würdigt, kritisiert er, dass einige Maßnahmen des Gesetzes nicht kohärent seien: Manche Punkte seien ohne großen Aufwand erreichbar und würden kostenlos vergeben, während andere Punkte kaum umsetzbar seien. Schließlich bezeichnet Roby Biwer den Haushalt 2025 als wenig ambitioniert. Er kritisiert das Schöffenkollégium dafür, zahlreiche teure Masterpläne ausgearbeitet zu haben, die große Erwartungen in der Bevölkerung geweckt hätten, jedoch aufgrund der finanziellen Zwänge nicht umgesetzt werden könnten. Er fordert Fortschritte bei den Renaturierungsprojekten des "Diddelenger Baach" und der Alzette sowie Lösungen zur Reduzierung des dichten Verkehrs im Zentrum von Bettemburg.

## **Jeff Gross (CSV)**

Jeff Gross (CSV) beglückwünscht das Schöffenkollégium zu seiner Leistung, 95% des außerordentlichen Budgets 2024 umgesetzt zu haben. Er hebt hervor, dass die neue Emile-Hammerel-Brücke im "Bowstring"-Stil die Gemeinde aufwerte und freut sich über die geplante Eröffnung im April. Er schätzt besonders, dass die abschließende Bauphase, einschließlich der Umgestaltung der Kreuzung an der Bahnhofstraße, ohne vollständige Verkehrssperrung durchgeführt werden kann. Er stellt mit Zufriedenheit fest, dass die Empfehlungen der Mobilitätskommission zu den Zebrastreifen im Rahmen der Neugestaltung des Ortseingangs Route de Luxembourg umgesetzt werden, und empfiehlt darüber hinaus, die Sicherheit der beiden verbleibenden Zebrastreifen zu gewährleisten. Im Hinblick auf die Neugestaltung des Zentrums von Bettemburg begrüßt das Ratsmitglied den bevorstehenden Projektstart, der die Erneuerung der Versorgungsnetze, die Einführung einer Tempo-30-Zone auf der Route d'Esch, die Neugestaltung des „Place de l'Eglise“ und die Modernisierung der "Schoul am Duerf" umfasst. Er begrüßt, dass die Kinder der "Schoul am Duerf" in die neue Schule "Ëm de Bëchel" umziehen



können. Er äußerte jedoch Kritik gegenüber der von der Sozialistischen Partei vorgeschlagenen Modularbauweise. Diese Lösung bezeichnet er als wenig vorteilhaft, da sie weder signifikante Kosteneinsparungen bringe noch das Umfeld der Kinder verbessere, die weiterhin einer Dauerbaustelle ausgesetzt wären. Das Ratsmitglied spricht sich für die allgemeine Einführung des Anrainerparkens aus. Er befürwortet außerdem das Projekt zur Sicherung der Ortseinfahrt sowie die Renovierung der Rue de l'Eglise in Hüncheringen. Jeff Gross begrüßt besonders die Investitionen in den Austausch der Straßenbeleuchtung durch LEDs, die nicht nur eine Reduzierung der nächtlichen Intensität ermöglichen, sondern auch die Diskussionen über eine vollständige Abschaltung der Straßenbeleuchtung in der Nacht beenden würden. In Bezug auf die regionale Musikschule stellt er ein stetig wachsendes Kursangebot fest, bedauerte jedoch, dass dies keine positiven Auswirkungen auf die lokalen Musikvereine habe. Die von der Schule organisierten Konzerte, insbesondere in Bettemburg, fänden großen Anklang bei Kindern und Eltern, was jedoch das Interesse an einer aktiven Teilnahme in lokalen Vereinen mindere. Abschließend betont Jeff Gross die hohe Lebensqualität in der Gemeinde, die durch zahlreiche Freizeit-, Betreuungs- und Bildungseinrichtungen sowie ein umfassendes Subventionsangebot gewährleistet werde. Er betrachtet die aktuelle Verschuldung der Gemeinde als gerechtfertigt, da sie eine sinnvolle Investition in die Zukunft darstelle.

### **Josée Lorsché (DÉI GRÉNG)**

Angesichts der Äußerungen von Guy Frantzen informierte Schöffin Josée Lorsché (DÉI GRÉNG), dass die fünf Gemeinden des Interkommunalen Syndikats STEP Anfang 2025 zusammenkommen werden, um die Regelung für die Prämien, wie den Kauf von Fahrrädern, auf Basis der geplanten Änderungen im Klimapakt und nationaler Entscheidungen zu Subventionen im Bereich nachhaltiger Entwicklung anzupassen. In Bezug auf steigende Betriebs- und Energiekosten kommunaler Gebäude betont sie die Bedeutung des Bauens nach neuen Energiesparstandards, etwa der DGNB-Zertifizierung, die den Gemeindewerkstätten und dem Bildungshaus "Ëm de Bëchel" verliehen wird. Zudem wies sie darauf hin, dass der Energieverbrauch der Gemeinde reduziert werden konnte, wie aus den erhobenen Daten hervorgeht, auch wenn die Energiepreise auf nationaler und internationaler Ebene außerhalb des Einflusses der Gemeinde liegt.

Die Schöffin zeigt sich überrascht, dass Sylvie Jansa, trotz ihres Engagements für Chancengleichheit, in ihrem Beitrag nicht auf den Vorschlag des Schöffenkollegiums eingegangen ist, Frauen durch die Vergabe von Straßennamen zu ehren. Sie fragt, ob die Sozialistische Partei diese Initiative unterstützt, und begrüßt die positive Antwort von Sylvie Jansa. Josée Lorsché erinnert daran, dass „Design for All“ nicht nur auf Infrastruktur abzielt, sondern die Gesellschaft insgesamt inklusiver gestalten soll. Zur Aussage, dass manche Jugendliche nicht genug Taschengeld hätten, stellt die Schöffin klar, dass der kostenlose „Interrail-Pass“ junge Menschen ermutigen solle, öffentliche Verkehrsmittel statt das Privatauto für ihre Reisen zu nutzen, da Letzteres schon von sich aus viel höhere Kosten verursacht. Soziale Ungleichheiten müssten auf anderer Ebene bekämpft werden. Bezüglich der nächtlichen Straßenbeleuchtung betonte sie, dass nach der Umstellung aller Straßenlaternen auf LED eine neue Debatte notwendig werde. Sie erinnert daran, dass die Polizeiberichte bislang keinen Anstieg von Unfällen oder Straftaten während der Nachtabschaltungen belegen. Dabei hebt Josée Lorsché die Vorteile der Lichtreduktion für die Umwelt und den Schutz der Bürger vor einer hohen nächtlichen Lichteinstrahlung hervor. Schließlich begrüßt sie Sylvie Jansas Vorschlag, mit dem "Kanner-a Jugendtelefon" im Kinder- und Jugendforum zusammenzuarbeiten.

Auf eine Frage von Patrick Hutmacher hin erklärt Schöffin Lorsché, dass der Bau des Wohnviertels "Krakelshaff" und kleinerer PAPs unausweichlich zu einem Anstieg der Schülerzahlen führen werde. Sie weist darauf hin, dass die Bevölkerungsentwicklung eine Konzentration der Schüler auf die Zyklen 1 und 2 zeige, was einen steigenden Betreuungsbedarf in den oberen Zyklen für die folgenden Jahre mit sich bringe. Derzeit besuchen über 100 Kinder





aus verschiedenen Gründen Schulen in anderen Gemeinden. Die geplante Einführung der Alphabetisierung in französischer Sprache werde die Zahl der frankophonen Schüler weiter erhöhen und zusätzlichen Raumbedarf schaffen. Das Bildungshaus "Ëm de Bëchel" sei daher keineswegs überdimensioniert, wie verschiedene Oppositionsräte es behaupten würden. Zudem müssten die 360 Kinder der "Schoul am Duerf" während der Renovierung ins neue Gebäude wechseln. Nach der Renovierung werde die "Schoul am Duerf" weniger Kinder aufnehmen, um modernen Unterricht zu gewährleisten. Die Pläne für einen Schulcampus in Nörtzingen würden umgesetzt, sobald die finanzielle Situation dies ermögliche. Josée Lorsché äußert die Hoffnung auf höhere staatliche Subventionen für Schulbauten, wie vom zuständigen Ministerium seit Langem angekündigt. Kurzfristig sei in Nörtzingen jedoch kein signifikanter Anstieg der Schülerzahlen zu erwarten.

Die Schöffin dankt Marco Estanqueiro für seine Unterstützung des Klima- und des Naturpaktes und bestätigt, dass alle Gemeindegebäude mit modernen Photovoltaikmodulen ausgestattet werden können. Die Gemeinde wolle in Zusammenarbeit mit dem LIST den Eigenverbrauch von Energie in einzelnen Wohnvierteln ermitteln.

Als Antwort auf Linda Kunsch erklärt Josée Lorsché, dass die Gemeinde Gespräche mit der Elisabeth-Stiftung über das Pedibus-Projekt geführt habe. Dieses sei jedoch aufgrund von Versicherungs- und Sicherheitsproblemen nicht umsetzbar gewesen. Hinsichtlich der Lebensmittelverschwendung in Schulkantinen weist sie darauf hin, dass das Essverhalten der Kinder schwer vorhersehbar sei, besonders bei neuen Gerichten. Dennoch entsprechen die täglich servierten Menüs internationalen Standards, sowohl was die Menge als auch was die Zusammensetzung betreffe. Wie im Gesetz über das öffentliche Auftragswesen vorgesehen, halte die Gemeinde die einschlägigen Vorschriften ein und sei nicht berechtigt, diesen Auftrag an einen nicht dazu berechtigten Lieferanten zu vergeben. In Bezug auf die Sicherheitsbedenken auf den Schulcampus erklärt die Schöffin, dass sie in Absprache mit der regionalen Direktorin der Grundschule und der Leitung des SEA klärende Gespräche mit dem zuständigen Personal geführt habe, um dieses an die geltenden Richtlinien zu erinnern. Einzelne Vorfälle unangemessenen Verhaltens eines Mitarbeiters dürften jedoch nicht den Eindruck erwecken, dass die Sicherheit in den Gebäuden insgesamt gefährdet sei.

Zu den Äußerungen von Jeff Gross erklärt Josée Lorsché, dass der gestiegenen Kosten der regionalen Musikschule teilweise durch die Einführung des kostenlosen Unterrichts und die Aufwertung der Lehrerlaufbahnen verursacht seien, was mehr Einschreibungen und höhere Personalkosten mit sich bringe. Sie schlägt vor, Gespräche mit der regionalen Musikschule und den örtlichen Vereinen aufzunehmen, um die Zusammenarbeit zu verbessern und junge Musiker für die örtlichen Vereine zu gewinnen.

Abschließend versichert sie Roby Biver, dass die Isolierung und Renovierung von Gemeindegebäuden Teil des Maßnahmenkatalogs des Klimapakts sei, die Priorisierung jedoch nach Machbarkeit erfolge. Sie stimmt zu, dass das Gesetz des Naturpakts überprüft werden müsse, um Unstimmigkeiten zu beseitigen, und erwähnt, dass eine Arbeitsgruppe unter Beteiligung eines Gemeindemitarbeiters den Naturpakt derzeit evaluiere.

## **Gusty Graas (DP)**

Schöffe Gusty Graas (DP) bedauert den mangelnden Fortschritt der Renaturierung der Alzette. Er betont jedoch, dass die Gemeinde nicht Bauherr sei, sondern lediglich eine vermittelnde Rolle einnehme. Bezüglich der Renaturierung des "Diddelenger Bachs" erklärt er, dass die Umsetzung aktuell durch einen entlang des Bachs angelegten Weg behindert werde.

Im Zusammenhang mit Überschwemmungen verweist Gusty Graas auf die vom Büro EEPI durchgeführte Studie sowie die Workshops mit betroffenen Bürgern. Er informiert darüber, dass



bislang 70 Fälle bearbeitet wurden und für 2025 ein Budget von 180.000 Euro für zusätzliche Maßnahmen vorgesehen sei.

Trotz eines leichten Rückgangs der bei der "Grouss Botz" gesammelten Abfallmenge im Vergleich zu den Vorjahren, stellt der Schöffe fest, dass "Littering" weiterhin ein erhebliches Problem darstellt und bedankt sich ausdrücklich bei allen Teilnehmern der "Grouss Botz". Zudem hebt Schöffe Graas die Bedeutung des geplanten neuen "Grillmobils" hervor, das eine wertvolle Unterstützung für das lokale Vereinsleben darstelle. Gleichzeitig äußert er Besorgnis über den anhaltenden Rückgang des ehrenamtlichen Engagements in Vereinen. Um diesem Trend entgegenzuwirken, bemühe sich die Gemeinde aktiv, Vereine und Verbände durch großzügige Zuschüsse zu unterstützen.

Gusty Graas weist darauf hin, dass in den kommenden Jahren erhebliche finanzielle Anstrengungen erforderlich seien, insbesondere zur Kapazitätserweiterung der Kläranlagen oder Einführung einer vierten Klärungsstufe. Er betont, dass die Gemeinde verpflichtet sei, einen Kostendeckungsgrad von 100 % zu erreichen, was eine Diskussionen über mögliche Erhöhungen der Abwassergebühren erforderlich mache. Er unterstreicht zudem, dass die positiven Ergebnisse im Rahmen der Klima- und Naturpakete auch auf konsequente Maßnahmen im Bereich Wasserschutz und Abfallwirtschaft zurückzuführen seien. Weiterhin informiert er darüber, dass das „Syndicat de communes pour la salubrité publique“ (SYCOSAL) eine neue Ausschreibung für die Müllabfuhr durchgeführt habe, wobei mit höheren Tarifen zu rechnen sei. Parallel dazu seien große Anstrengungen zur Verbesserung der Trinkwasserinfrastruktur unternommen wurden, während SEBES erhebliche Investitionen getätigt habe, um eine ausgezeichnete Trinkwasserqualität in der Gemeinde sicherzustellen.

Abschließend spricht Schöffe Gusty Graas über die Umsetzung des Masterplans Sport und den Bau neuer Sportinfrastrukturen. Er erklärt, dass die Projekte vom Umzug des CISBET in das neue Gebäude in Düdelingen abhängen, dessen Fertigstellung frühestens 2030 erwartet wird.

### **Jean Marie Jans (CSV)**

Schöffe Jean Marie Jans (CSV) rät davon ab, wie von Linda Kunsch vorgeschlagen, die Abfallgebühr, die derzeit über dem Deckungsgrad liege, anzupassen. Er begründet dies damit, dass der Deckungsgrad starken Schwankungen unterliege und eine solche Anpassung zwangsläufig temporär bleibe, was ein falsches Signal an die Bevölkerung sende.

In Bezug auf die finanzielle Situation der Gemeinde betont Jean Marie Jans, dass jeder Euro der kommunalen Schulden sinnvoll investiert wurde. Die aufgenommenen Kredite dienen ausschließlich der Finanzierung wesentlicher Infrastrukturprojekte, insbesondere der Schulcampusse - bestehend aus Schulen, SEA-Strukturen und Sporthallen – sowie der Gemeindewerkstätten. Mit einem Verschuldungsgrad von rund 13,5 %, der deutlich unter der vom Ministerium empfohlenen Grenze von 20 % liegt, zeigt sich der Schöffe relativ gelassen. Gleichzeitig hebt er jedoch hervor, dass diese Schulden aus dem Überschuss des ordentlichen Haushalts zurückgezahlt werden müssen, was eine sorgfältige Verwaltung des Gemeindehaushalts erfordere. Diese vorsichtige Herangehensweise erklärt unter anderem, warum der Bau des Schulcampus in Nörtzingen derzeit nicht in Angriff genommen werden kann. Der Schöffe weist darauf hin, dass die Darstellung des Gemeindehaushalts die Kreditaufnahme, die Einnahmen und die Ausgaben in den Vordergrund stellt, ohne die Details der spezifischen Mittelverwendung wie in einer privaten Buchhaltung zu berücksichtigen.

In seiner Antwort an Guy Frantzen betont Jean Marie Jans die Fortschritte im Bereich der sanften Mobilität, insbesondere die Einführung von Fahrradstraßen. Er informiert Nicolas Hirsch, dass die Bodenmarkierung dieser Straßen, die nicht von den Vorschriften gefordert ist, in Kürze fertiggestellt werde. Zudem seien die neuen Fahrradstraßen, die als Verbindung zwischen den



Radwegen dienen, bereits in Betrieb. Das Konzept der sanften Mobilität werde nun systematisch in große Bauprojekte vorgenommen werde, obwohl nicht gesetzlich vorgegeben.

Der Schöffe dankt den Ratsmitgliedern für ihre Unterstützung zur Einführung des allgemeinen Anrainerparkens.

Er erklärt Sylvie Jansa, dass die Sicherung der Zebrastreifen auf der Route d'Esch im Zuge der Neugestaltung dieser Straße umgesetzt werde. In seiner Antwort an Linda Kunsch begrüßt der Schöffe die Maßnahmen zur Sicherung der Schulwege, die auf Gespräche mit Eltern von Schülern zurückginge. Er erwähnt auch die Projekte der Gemeinde, darunter die Schließung des Durchgangs zwischen der Rue Jacquinot und der Rue de la Briqueterie, die den nicht erwünschten Durchgangsverkehr im Viertel "Ëm de Bëchel" beseitigt habe sowie die geplanten zeitweise Schließungen mehrerer Zugänge zum Wohnviertel rund um die Schule "Reebou".

Jean Marie Jans betont in seiner Antwort an Guy Frantzen die bemerkenswerte Arbeit des kommunalen IT-Dienstes im Bereich der Digitalisierung. Im Jahr 2024 wurde das IT-Netzwerk modernisiert und seine Sicherheit durch die Einrichtung redundanter Server, die auf mehrere Standorte verteilt seien, verbessert. Zudem wurden die neuen Werkstätten und das CIGL in das bestehende System integriert. Weitere Fortschritte bei der Digitalisierung umfasst die Installation von Office 365, die Implementierung eines GIS-Systems, die Erstellung einer Online-Verkehrskarte auf der Gemeinde-Website sowie die Installation interaktiver Terminals in der Gemeinde. Für 2025 sei der Ausbau der Glasfaserverkabelung sowie die Fortsetzung von Projekten zur Optimierung der IT-Sicherheit geplant. Im Rahmen des SIGI-Programms werde die Gemeinde am Pilotprojekt "Workflow" teilnehmen.

Der Schöffe informiert die Ratsmitglieder über die positive Entwicklung des "Club Aktiv+ deForum" seit dessen Gründung im September 2023. Dieser arbeite erfolgreich mit verschiedenen Vereinen, Gemeindediensten und SEA-Strukturen im Rahmen generationsübergreifender Projekte zusammen

Abschließend teilt Schöffe Jean Marie Jans mit, dass die Gemeinde im Rahmen des Gemeindepakts für interkulturelles Zusammenleben einen Preis für ihre Initiativen gegen Rassismus erhalten habe. Er kündigt außerdem an, dass die Nachbarschafts-App „Hoplr“ demnächst starten wird. Er erklärt Sylvie Jansa, dass er sich auf die zukünftige Ausarbeitung einer Charta und eines Aktionsplans "Design for All" in Zusammenarbeit mit der zuständigen Kommission freue.

## **Laurent Zeimet (CSV)**

Bürgermeister Laurent Zeimet (CSV) erinnert daran, dass die Gemeinde darauf achtet, dass weiterhin Wohnungen gebaut werden, insbesondere über das PAP "LEO". Er informiert Guy Frantzen über die Bemühungen der letzten Jahre, die Akte der ehemaligen Zöllnerhäuser an der Route de Mondorf voranzutreiben. Diese Häuser seien mittlerweile geräumt, und der „Fonds du Logement“ werde als Bauherr im Januar 2025 eine Ausschreibung veranlassen. Darüber hinaus arbeitet die Gemeinde gemeinsam mit dem „Fonds du Logement“ an einem PAP, um auf dem ehemaligen CFL-Gelände hinter der Route de Luxembourg erschwinglichen Wohnraum zu schaffen, der das Dreieck Rue de la Gare, Rue Nord und Rue Lentz abdecke. Bei der nächsten Sitzung des Gemeinderats stehe dem Rat ein privater PAP für das Gelände zwischen der Route d'Esch und der Rue Paul Eyschen zur Abstimmung, wodurch ebenfalls zusätzlicher Wohnraum im Zentrum von Bettembourg entstehe. Laurent Zeimet betont, dass die Gemeinde sich durch zahlreiche Initiativen im Bereich des Wohnungsbaus auf neue Einwohner vorbereiten müsse, insbesondere in Bezug auf Infrastruktur wie Schulen und SEAs. Er erinnert daran, dass die Gemeinde eine Überarbeitung der Städtebauverordnung plane, jedoch zunächst die neue nationale Gesetzgebung abwarte.



Der Bürgermeister erklärt, dass das CIGL die ehemaligen Gebäude des Parkdienstes übernommen habe, es jedoch noch keine konkreten Pläne für diese Räumlichkeiten gebe, nachdem das CIGL in die Route d'Abweiler umgezogen sei. Die Gebäude des ehemaligen Campingplatzes werden ihrerseits abgerissen, um Platz für den Bau einer neuen Fußgänger- und Fahrradbrücke zu schaffen. Diese Brücke soll das Pflegeheim "an de wisen" mit den neuen Bahnsteigen am Bahnhof und der Rue de l'Indépendance verbinden.

Er hält den Bau des Schulcampus "Ëm de Bëchel" für eine kluge Entscheidung, ebenso wie die Dimensionierung dieses Projekts, um zukünftige Engpässe zu vermeiden. Er erinnert daran, dass die Renovierung der "Schoul am Duerf" ebenfalls im Einklang mit dem Schulleitplan stehe. Der Bürgermeister erklärt, dass die Pläne für den Schulcampus Nörtzingen nicht aufgegeben, sondern nur auf Eis gelegt wurden. Diese Pläne werden genutzt, wenn der Schulraum in dieser Ortschaft angepasst und erweitert werden muss. Er weist darauf hin, dass diese Pläne nicht nur das Gebäude an sich, sondern auch Analysen des Geländes und der Umgebung beinhalten. Er betont weiter, dass es üblich sei, dass die endgültigen Kosten eines Projekts aufgrund der Anpassungen, die nach der Integration von Ideen und Bedürfnissen vorgenommen werden, höher ausfallen als die ursprünglichen Schätzungen, die in einem Masterplan enthalten sind. In Bezug auf die Verkehrssicherheit erinnert der Bürgermeister daran, dass die vom derzeitigen Schöffenkollegium eingeführte Geschwindigkeitsbegrenzung auf 30 km/h rund um die Schulen die Sicherheit auf dem Schulweg deutlich verbessert habe. Weitere Verbesserungen, insbesondere an den Zebrastreifen, werden weiterhin vorgenommen, auch im Rahmen der Neugestaltung der Route de Luxembourg. Er betont jedoch, dass die Sicherheit rund um die Schulen meist durch das respektlose Verhalten einiger Eltern beeinträchtigt werde.

Was die Sicherheit im Allgemeinen betrifft, erklärte Laurent Zeimet, dass die Gemeinde derzeit nicht die Einrichtung einer lokalen Polizei in Betracht ziehe, obwohl es in diesem Bereich noch Herausforderungen gebe. Auch wenn die Kommission eine gezielte Videoüberwachung im öffentlichen Raum befürworte, bleiben das Schöffenkollegium und die Polizei skeptisch, was deren Wirksamkeit betrifft. Er weist darauf hin, dass einige öffentliche Gebäude bereits videoüberwacht werden. Darüber hinaus informiert er Linda Kunsch darüber, dass regelmäßige Treffen mit dem Sicherheitsbeauftragten, den Schulen und den SEAs stattfinden, um Notfallpläne zu erstellen und Evakuierungsübungen durchzuführen.

In Bezug auf die Abfallgebühren erinnert er die Ratsmitglieder daran, dass der Haushaltsplan 2025 auf Schätzungen beruhe. Bei der letzten Anpassung wurde die Grundgebühr gesenkt, wodurch die Haushalte entlastet wurden, während die Leerung der grauen Tonne kostenpflichtig wurde. Die neue Rechnungsstellung ermutige die Einwohner, ihren Abfall besser zu trennen. Der Bürgermeister wiederholt, dass eine Anpassung der Abfallgebühr für 2025 bereits angekündigt wurde, wodurch der Antrag der Sozialistischen Partei zu diesem Thema überflüssig sei.

Der Bürgermeister informiert Linda Kunsch darüber, dass die Gemeinde und die SEA ihre Bemühungen zur Eindämmung der Lebensmittelverschwendung fortsetze, insbesondere durch Sensibilisierungskampagnen und die Aufnahme dieses Kriteriums in die nächste Ausschreibung für die Schulrestaurants im Jahr 2025.

Auf die Anschuldigungen bezüglich der Verschuldung der Gemeinde antwortet Laurent Zeimet, dass die getätigten Investitionen notwendig seien, um die Mängel früherer sozialistischer Amtszeiten auszugleichen. Schließlich freut sich der Bürgermeister über die Unterstützung für die Idee, einige Straßen nach weiblichen Persönlichkeiten umzubenennen, und für die geplante Erweiterung des Anrainerparkens. Laurent Zeimet schließt mit einem Dank an alle Ratsmitglieder für ihre Beiträge.

Der Gemeinderat stimmt dem berichtigten Haushalt 2024 und dem ursprünglichen Haushalt 2025 schließlich mit 9 Stimmen (CSV, DÉI GRÉNG, DP, ADR) gegen 6 Stimmen (LSAP) zu.



Der von Linda Kunsch eingebrachte Antrag der Sozialistischen Partei, die kommunalen Gebühren für die Abfallentsorgung zu senken, wird mit 8 Stimmen (CSV, DÉI GRÉNG, DP) gegen 7 Stimmen (LSAP, ADR) abgelehnt.

## **Klimapakt**

Jérôme Morbé präsentiert dem Gemeinderat die Bilanz des Klimapakts 2024 sowie das Programm der geplanten Aktivitäten für 2025. Einzelheiten zu dieser Präsentation finden Sie in der Ausgabe 128 des BUET.

## **Außerordentliche Zuschüsse an lokale Gesellschaften und Vereine**

Der Gemeinderat genehmigte die außerordentlichen Zuschüsse für Vereine für die Jahre 2024 und 2025 basierend auf den vorgelegten Kostenvoranschlägen und Haushaltsplänen. Gleichzeitig wurden die Sätze und Bonifikationen zur Berechnung der ordentlichen Zuschüsse für 2025 festgelegt.

## **Konventionen und Verordnungen**

Der Gemeinderat stimmte einer Konvention mit dem Kulturministerium zu, die finanzielle Beiträge zur Deckung der Kosten und Ausgaben für Produktionen des Literaturfestivals "LiteraTour" vorsieht. Bürgermeister Laurent Zeimet begrüßte die Anerkennung der "LiteraTour" sowie des Wettbewerbs für junge Autoren "Prix Laurence" durch das Kulturministerium. Nach über einem Jahrzehnt trage dies zur stärkeren Sichtbarkeit der Projekte auf nationaler Ebene bei. Ebenfalls genehmigt wurde eine Vereinbarung mit dem CIGL über die Nutzung der Gebäude und Grundstücke des ehemaligen Campingplatzes sowie des ehemaligen Gebäudes des „Service des Parcs“ am Eingang des Jacquinot-Parks. Darüber hinaus verabschiedete der Gemeinderat die Verordnung, die die neuen Tarife für den Verkauf von Brennholz und Rohholz sowie die Menge, die pro Haushalt bestellt werden kann, festlegt.

## **Verordnung über die Förderung einer nachhaltigen Entwicklung**

Laurent Zeimet erinnerte an die Ankündigung vom 2. Dezember, eine Obergrenze für bestimmte Finanzhilfen einzuführen, die in der Verordnung zur Förderung einer nachhaltigen Entwicklung enthalten sind. Grund für diese Maßnahme sei der große Erfolg dieser Gemeindeprämien, der zu einem unkontrollierbaren Anstieg der ordentlichen Ausgaben führe. Vorgesehen sei eine Obergrenze von 3.000 Euro pro Wohnung für den Bau neuer nachhaltiger Wohnungen und energetische Renovierungsarbeiten sowie von 2.500 Euro pro Wohnung für technische Anlagen zur Nutzung erneuerbarer Energiequellen, wie Photovoltaikanlagen. Die neuen Regelungen, die in Zusammenarbeit mit den STEP-Gemeinden an die nationale Gesetzgebung angepasst werden, sollen bis April in Kraft treten.

Guy Frantzen (LSAP) sprach sich gegen eine Abstimmung aus, bevor die angekündigten Änderungen im April vorliegen, und äußerte Bedenken hinsichtlich der Signalwirkung inmitten der Wohnungs- und Energiekrise.

Marco Estanqueiro (LSAP) empfahl, die Auswirkungen der Kürzungen staatlicher Beihilfen abzuwarten, stimmte jedoch zu, dass die neuen Obergrenzen immer noch angemessen sind und mit der aktuellen Praxis übereinstimmen.



Schöffin Josée Lorsché betonte, dass die vorgeschlagenen Obergrenzen im Durchschnitt der bisher gewährten Beträge liegen. Sie wies darauf hin, dass die Gemeinden nicht die Aufgabe hätten, staatliche Versäumnisse auszugleichen.

Schöffe Jean-Marie Jans erklärte, dass fast 90% der bisherigen Beihilfen bereits innerhalb der neuen Obergrenzen lagen. Die Regelung entlaste zudem den Gemeindehaushalt und gelte nicht rückwirkend für Projekte, die vor Inkrafttreten beauftragt wurden.

Der Gemeinderat stimmte mit 9 Ja- und 6 Nein-Stimmen der Anpassung der Gemeindeverordnung über die Förderung einer nachhaltigen Entwicklung zu.

### **Kommunale Beratungsausschüsse**

Auf Vorschlag der Ratsmitglieder DÉI GRÉNG ersetzte der Gemeinderat im Ausschuss für Kultur und Tourismus Joël Ewen durch Jean-Paul Hansen, auf Vorschlag der Ratsmitglieder CSV ersetzte der Rat im Ausschuss für sozialen Zusammenhalt und Chancengleichheit Valentina Avdiu durch Michèle Meyer und Solmaz Jodairi Saber durch Isabelle Dubutay, und auf Vorschlag der Ratsmitglieder LSAP ersetzte der Rat im Ausschuss für Kultur und Tourismus Viviane Ludwig durch Sylvie Jansa.

